

• LA CHINE A L'HEURE DU XI^e CONGRES

Lire en page 12, le reportage de la délégation du *Quotidien du Peuple*

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

JEUDI 6 OCTOBRE 1977 - N° 525

Commission paritaire n° 56942 - Tél : 636.73.76

1,70 F

Barre
aux
patrons

«TENEZ BON»

2 000 patrons s'étaient déplacés mardi pour applaudir vigoureusement Barre. Celui-ci n'a pas hésité à les féliciter pour le rôle «très positif» que jouent tous ces profiteurs dans l'application de son plan.

Simultanément, la CGT communiquait que, selon elle, les prix avaient augmenté en août et septembre de 1,6 %...

(voir page 6)



Renault-Billancourt

SERIE DE LUTTES A LA REGIE

La direction
lock-out
800
travailleurs

Les caristes du 38 poursuivent leur lutte malgré les différentes attaques et provocations dont ils sont l'objet. La dernière date de lundi : ce jour-là, une centaine de cadres agents de maîtrise organisés en commando sous la conduite d'un certain Houdart, s'introduisaient dans l'atelier occupé avec l'intention manifeste d'agresser les grévistes et de casser ainsi la lutte. Peine perdue car une rapide mobilisation des caristes en grève et de leurs camarades des différents secteurs voisins a mis les agresseurs en fuite.

Au département 74, les travailleurs sont en grève depuis six jours pour exiger la réintégration d'un camarade licencié sans motif.

Depuis le début de la semaine, c'est une série de débrayages qui ont eu lieu dans toute l'usine de Billancourt : au 57 métallurgie, sur les chaînes R4, au 77, au 14,

au 49, aux presses du 12,50...

Dans les autres usines de la régie, la mobilisation se développe également. C'est ainsi qu'à Flins et au Mans, les caristes ont commencé des débrayages.

Pour tenter de riposter, la direction vient d'annoncer le lock-out non indemnisé de 800 travailleurs de Billancourt.

Va-t-on vers un mouvement généralisé dans les usines de la régie ? Si le mécontentement est grand chez les travailleurs, la mobilisation qui croît inquiète sans doute les défenseurs acharnés des nationalisations tels que le PCF. C'est sans doute ce qui explique les silences de *L'Humanité* sur ces luttes, aussi bien que les appels angoissés pour une issue raisonnable par la négociation, lancés par la direction CGT.

(voir page 2)

ANPE : circulaire de Beullac contre les chômeurs

Tous les moyens sont bons pour dégonfler artificiellement les chiffres du chômage. Il y a eu l'opération «vacataires», l'opération «emploi-formation», l'opération «emploi du patronat». Beullac, qui a déjà mis sur pied un corps d'inspecteurs chargés de contrôler les chômeurs, vient de donner de nouveaux moyens aux Agences locales pour l'emploi... pour radier les chômeurs inscrits. Une circulaire datée du 12 septembre porte sur les refus d'emplois et de stages de formation. Le refus de changement de résidence «doit être examiné avec soin», ordonne Beullac, qui en vient rapidement aux menaces : exclusion temporaire (six semaines) ou définitivement de l'Aide publique.

Le texte de la circulaire est publié en page 5.

Gauche et droite d'accord pour les fichiers

Ouverte devant une salle presque vide, la session de l'assemblée consacrée à la loi «Informatique et libertés», s'est poursuivie mercredi, par l'examen des amendements déposés par la gauche. Si celle-ci ne vote peut-être pas la loi, les débats auront montré que les points de convergence avec le gouvernement ne manquent pas.

(lire page 10)

Pays Basque : après la Catalogne, quelle autonomie ?

La Catalogne s'est vue reconnaître le principe d'autonomie, ce qui, malgré les limites du projet, marque un incontestable recul du pouvoir madrilène. Aujourd'hui, c'est sur l'autonomie du Pays Basque, que sont engagées des négociations : des projets différents s'y affirment.

(lire page 8)

Zimbabwe : reculs et grandes manœuvres

Le plan anglo-américain pour le Zimbabwe prévoit explicitement la fin du régime raciste de Smith. Mais bien des points relatifs à la survie de certaines structures actuelles de l'État rhodésien restent pour le moins ambigus. Et la récente rencontre secrète entre Smith et le président de la Zambie, reflète les importantes manœuvres de division auxquelles se livrent les puissances impérialistes.

(lire page 10)

Entretien avec Natalia Gorbanevskaja

«Aujourd'hui dans toute l'URSS, les gens exigent le respect de leurs droits»



Depuis mardi, le Soviet suprême de l'URSS est réuni en session extraordinaire à Moscou. Dans son discours, Brejnev a mis en avant le caractère «démocratique» qui aurait marqué l'élaboration de la nouvelle Constitution.

Dans l'entretien qu'elle nous a accordé, l'écrivain Natalia Gorbanevskaja évoque la réalité soviétique sous son vrai jour : les ouvriers de Riga accusés de «calomnies anti-soviétiques» pour avoir fait grève, les porte-paroles des écrivains ou des scientifiques remplacés par des agents du KGB, mais aussi ce point essentiel : le mouvement de contestation du régime n'est plus le fait de groupes isolés, il montre aujourd'hui un écho dans les larges masses de l'Union soviétique.

(voir page 9)

LUTTES OUVRIERES

Vélosorex Mâcon

LES TRAVAILLEURS RÉAGISSENT AUX MENACES DE FERMETURE

La direction de l'entreprise Vélosorex, à Mâcon en Saône et Loire, vient de faire connaître son intention de procéder dans un délai rapproché à un licenciement collectif de 115 ouvriers sur un total de 143 que compte l'usine. Racheté en 1974, par la firme Motobécane, Vélosorex compte en fait trois usines réparties en France. La raison invoquée pour la décision est un déficit d'exploitation sans cesse grandissant depuis plusieurs années : en 1964, 340 000 Solex avaient été fabriqués. En 1972, la production est tombée à 156 000 unités, et elle atteindra probablement le chiffre de 35 000 cette année. La direction de Motobécane affirme que les ventes tant en France qu'à l'étranger (un réseau commercial avait été mis en place il y a quelques années couvrant près de cinquante sept pays) ont été un échec ces dernières années. Et de se plaindre bien sûr de la concurrence faite par l'arrivée sur le marché des petites motos de 125 cm cubes, notamment japonaises, engins plus solides et plus rapides.

Ces arguments, les travailleurs de l'usine de Mâcon, connue pour ses cadences particulièrement

démentielles à l'époque de «l'âge d'or» du solex, ne sauraient les accepter. C'est le maintien d'un emploi pour tous, qu'ils fabriquent désormais des solex ou autre chose peu importe, qu'ils exigent ! Car le licenciement signifierait dans cette ville peu industrielle qu'est Mâcon, le chômage pour longtemps !

Les travailleurs de Solex, pour bien montrer leur refus de tout plan de chômage quel qu'il soit, n'ont pas attendu de recevoir leur lettre de licenciement pour se faire entendre : samedi, ils ont manifesté dans les rues de Mâcon, appelant la population à les soutenir. Mercredi 5 octobre, une réunion extraordinaire du comité d'entreprise doit avoir lieu où la direction, pour tenter d'endormir la colère des travailleurs, proposera un «plan social». On en connaît déjà, peu ou prou le contenu : réduction d'horaires répartie dit-on sur l'ensemble du personnel, avec perte de salaire... En attendant d'éventuels contacts avec des industriels intéressés par l'infrastructure. Si la «petite reine» à moteur agonise, les travailleurs eux, veulent vivre... et travailler !

Richard FEUILLET

Renault Billancourt

LA DIRECTION LOCK-OUT 800 OUVRIERS

Est-ce le même scénario qu'en 1976 qui se prépare à Renault. En effet, les grèves de 1976 avaient été le prétexte invoqué par la direction pour refuser toute augmentation de salaire. En 1977, la Régie a fait de confortables bénéfices, mais les salaires des travailleurs n'ont pas suivi la même courbe.

En attendant la direction refuse de céder et d'accorder les revendications des travailleurs en grève.

Face à la grève des caristes du 38, la direction multiplie les provocations, elle a même consulté mille agents de maîtrise pour mettre sur pied un commando anti-grève.

A chaque provocation patronale, la solidarité ou-

vière répond et les caristes des fonderies, des départements voisins et des délégations des autres départements ont convergé pour assurer les grévistes de leur soutien.

Au carroussel des R 4 dans l'atelier 74, cent travailleurs sont également en lutte pour obtenir la réintégration de Ben Lahoussine licencié alors qu'il revenait à l'usine après un accident du travail.

Face à cette montée des luttes spontanées, la direction lock-oute huit cents ouvriers. «La liberté du travail n'est pas respectée» dit-elle. «Si ce blocage se poursuit, il n'est pas exclu que de proche en proche, des mesures de chômage technique doivent être ap-

pliquées à d'autres secteurs...»

Outre une pression pour refuser de négocier sur les salaires, la direction de la Régie Renault met en place une politique de restructuration de l'entreprise. Un nouveau contrat de travail est proposé qui impose n'importe quel déplacement «en France et à l'étranger» à tout membre du personnel. Le représentant de la direction générale a déclaré que «la non signature entraîne la suspension de la promotion» et que «tout salarié ayant signé ce nouveau contrat prendra ses responsabilités... en cas de refus de se déplacer, pour quelque raison que ce soit.» En clair, il sera licencié.

Cet autoritarisme qui a pris de l'ampleur depuis juillet témoigne de l'importance particulière des affrontements dans une entreprise nationalisée qui sert souvent de référence dans le débat actuel sur l'actualisation du programme commun. Les travailleurs peuvent se demander à juste titre si, avec une direction mise en place par un gouvernement de gauche, la situation serait bien différente et si la logique du capitalisme, même nationalisé, n'est pas la recherche du profit avant toute chose, et particulièrement avant la satisfaction des revendications ouvrières.

Bernard PELO

Caisse d'assurance Maladie (Paris)

Les revendications de conditions de travail réclamées depuis des années

Les employés du département informatique de la caisse d'assurance maladie de la région parisienne, située rue de l'Ourcq, dans le 19^e arrondissement de Paris, entamaient mercredi matin, leur huitième jour de grève. Au nombre de 550 environ, leur travail consiste, au service exploitation, à traiter durant huit ou neuf heures, à longueur de journée ou plus souvent de nuit, le paiement des prestations maladies pour toute la ville.

Les revendications à l'origine du mouvement, dont les grévistes exigeaient en fait la satisfaction depuis plusieurs mois, et même

plusieurs années pour certaines, portent essentiellement sur les conditions de travail.

Ils réclament notamment une intégration de leurs différentes primes dans le salaire de base (40 heures de nuit par mois).

-Deux jours de repos compensateurs par mois de travail en équipe ou en horaires décalés.

-L'anticipation de l'âge de la retraite pour l'ensemble des employés travaillant soit en équipe soit en horaires décalés.

Ils refusent en outre les «épreuves pour l'accès aux différents emplois» autrement dit les examens ou

concours en cours de carrière, pour «départager» l'accès à des postes supérieurs : un moyen de division.

La direction de la Caisse d'Assurance Maladie a refusé jusqu'à ce jour, toute satisfaction des revendications, proposant aux grévistes de s'adresser à divers organismes non habilités à satisfaire les exigences des employés, comme l'UCANSS ou la CPOSS. Vendredi 30 septembre, les patrons du «département informatique» après diverses consultations avec la direction générale, recevaient une nouvelle fois les représen-

tants syndicaux, refusant tout en bloc ! Grossenbacher, un des patrons, déclarait même, cynique : «On peut (satisfaire vos revendications) mais on ne veut pas». C'était la goutte d'eau qui faisait déborder le vase. Les employés, réunis ce jour-là en assemblée générale, décidaient de durcir leur mouvement en occupant leurs locaux de travail.

Face aux manœuvres de la direction, qui tente de briser la grève, les organisations syndicales appellent le reste des employés du centre non touchés par la lutte, à refuser d'effectuer le travail à la place de leurs camarades.

ALSTHOM (BELFORT) : 2 500 FRANCS TOUT DE SUITE !

Une des plus importantes manifestations de ces dernières années a eu lieu à Belfort : les travailleurs de l'Alsthom sont sortis dans la rue. L'usine a été bloquée pendant deux heures par un débrayage massif, et 1 500 manifestants ont parcouru la ville pour se rendre devant la Chambre patronale. Mercredi, des négociations se sont ouvertes entre la direction et les syndicats, qui réclament au nom des travailleurs : 2 500 francs pour les plus bas salaires, le 13^e mois, la semaine de 40 heures sans perte de salaire, l'ouverture de l'embauche et le respect des libertés syndicales.



A nos correspondants

Depuis le 1^{er} septembre, le Quotidien du Peuple a été contraint de modifier ses heures de tirage en fonction de la mise en place progressive de la télé-impression dont notre journal ne peut bénéficier : il n'y a qu'une édition du soir, imprimée vers midi.

Dans ces conditions, nous soulignons auprès de nos correspondants que les articles téléphonés après 8 heures du matin (sauf pour un événement exceptionnel à 10 h 30 pour une correspondance brève) ne peuvent pas passer dans cette édition, diffusée l'après-midi à Paris et le lendemain matin en province.

Sauf pour les exceptions que nous venons d'indiquer, nous invitons nos correspondants à téléphoner entre 14 heures et 19 heures.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942



LUTTES OUVRIERES

Grève chez «Manuville» (Paris 4^e)

CHRONOMETRES EN PERMANENCE ET DES SALAIRES DE 1800 F

Rue Sainte Croix de la Bretonnerie, entre les marchands de laine, de mercerie en gros, de sacs de cuir, une grande porte vitrée, doublée de fer forgé. Sur la porte, toute une série de panneaux et de tracts expliquent : la grève chez Manuvil dure depuis mardi dernier. Les revendications sont simples. La principale : «pas moins de 2 300 F par mois, augmentation pour tous de 1 F, sans conditions de cadences».

On peut passer devant Manuvil sans s'en douter. Tout l'immeuble, sous des aspects de maison bourgeoise, est occupé à chaque étage par des ateliers. La fabrique s'étend sur 3 niveaux, les costumes et par dessus de luxe descendant d'un étage à chaque étape de leur confection.

«Les pièces arrivent dé-coupées d'une autre boîte de notre patron, rue de Turenne. Des chauffeurs font le va-et-vient. Il y a encore quelques années, c'était une même société «Korn», du nom du patron. Puis il a divisé les ateliers, avec chacun une appellation différente, pour nous diviser. Par exemple, il nous dit : «comment se fait-il qu'à Tours ils font 40 vestes pendant que vous en faites seulement 30 ?» Pour les salaires, il n'est pas obligé de donner les mêmes. Cela ne l'empêche pas, quand il manque quelqu'un dans un atelier, de l'envoyer dans l'autre entreprise.»

La grève a commencé sur des questions de salaires. «Normalement, il aurait du nous augmenter en juillet, selon les conventions de la branche. Il a refusé, a reculé jusqu'en septembre, pour annoncer finalement 40 centimes, et à condition qu'on fasse 90 % du rendement. On ne peut pas accepter ça. Ici, les primes sont une part importante du salaire, tout marche au rendement. quand on est passé de

45 h à 40 h, il s'est débrouillé pour faire en sorte que les cinq heures soient payées seulement sur la base de l'assiduité.»

DES METHODES NOUVELLES...

Les 100 ouvrières en ont assez de travailler avec l'ingénieur des temps et des méthodes en permanence dans leur dos, chronomètre en main, pour les pousser au rendement.

Chaque fois qu'un nouveau modèle apparaît, il établit de nouvelles normes. «Pour les piqûres d'épaule et d'encolure, il nous demandait d'en faire 20 à l'heure. Nous n'avons pas voulu en faire plus de 15.» Beaucoup ne sont pas reconnues à leur qualification : «Souvent on descend d'un étage à un autre, à tous les postes, mais sur la feuille de paie, on ne trouve pas «volante», seulement mécanicienne.» L'ancienneté ne donne guère d'avantages. «Même avec 22 ans de maison, tu ne dépasses pas 2000 F par



mois». Pour la majorité des femmes, le salaire tourne autour de 1 800 F. Pourtant, elles travaillent dans la chaleur des presses, et surtout, à une grande vitesse. «Avec les nouvelles méthodes de collage à chaud, des postes ont été supprimés. Les filles n'ont pas été licenciées tout de suite, mais aujourd'hui le patron prétend qu'il n'y arrive pas, et a entamé des procédures, y compris contre des femmes en retour de congé maladie ou de maternité.»

HUISSIER, COUPURES, PROVOCATIONS...

Contre la grève, le patron a essayé plusieurs méthodes. D'abord l'huissier. Il avait envoyé quelques non-grévistes à des postes dans l'atelier occupé, en espérant que les grévistes les feraient

partir. Force lui a été de constater que les non-grévistes n'ont pas voulu rester, et qu'elles sont redescendues d'elles-mêmes. Ensuite, il y a eu la coupure de l'eau, du téléphone, de l'électricité. Puis mardi, pendant les négociations avec les délégués, un chauffeur a tenté plusieurs fois de récupérer les commandes bloquées. La seule proposition qu'il ait faite le patron, c'est de discuter... après la reprise du travail ! Ce coup-là, il nous l'a fait une fois, en 72. On n'avait pas d'expérience, on a marché. Mais cette fois, c'est fini.» Elles occupent, y compris la nuit. Pour tenir le coup, elles font des collectes dans le quartier, et popularisent leur lutte. En début de semaine, quelques non-grévistes ont rejoint le combat.

Monique CHÉLAN

Agences Nationales pour l'Emploi

CAMOUFLAGE DU CHÔMAGE ET PRESSIONS SUR LE PERSONNEL

Le chômage est actuellement tellement important en France, que le gouvernement utilise tous les moyens pour le camoufler.

Des contrôles arbitraires des demandeurs d'emploi au trucage des statistiques, des mesures pour l'emploi des jeunes aboutissant à des stages parking sans aucune garantie, du chantage au retour pour les travailleurs immigrés à la «ligne emploi», autant de trouvailles qui ont entre elles un point commun : masquer le chômage.

La direction de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE), directement partie prenante dans ces initiati-

ves politiques, contribue à aggraver la situation des chômeurs en refusant une augmentation substantielle des effectifs titulaires de l'Agence ; disposition indispensable au bon fonctionnement de l'ANPE afin de faire face aux surcharges considérables de travail qu'elle doit assumer dans la conjoncture actuelle...

Des événements graves, allant de l'intervention des forces de police aux pressions intolérables, se produisent actuellement un peu partout.

Comment comprendre autrement qu'une délégation du personnel sous la responsabilité des syndi-

cats CGT et CFDT du Centre régional Auvergne de l'ANPE, soit reçue le jeudi 29 septembre par les forces de police, alors qu'elle venait en toute légitimité demander la contractualisation du personnel vacataire que la direction tentait de licencier...

La gravité de la situation imposait une riposte.

Le personnel réuni en assemblée générale, a décidé un arrêt de travail le vendredi 30 septembre

pour protester contre l'intervention de la police, exiger la reprise des négociations et la satisfaction de ses revendications notamment en matière d'augmentation des effectifs titulaires.

Des actions similaires sur des problèmes identiques, interviennent dans la plupart des régions ; cela ne fait que refléter le profond malaise d'un pays qui ne peut offrir du travail à 1 400 000 personnes.

Communiqué des syndicats CFDT et CGT ainsi que le personnel en grève de l'ANPE du Puy de Dôme

Vosges : 780 licenciements par Boussac

Après toute une série de démentis destinés à tromper les travailleurs, Boussac vient de faire connaître officiellement son intention de licencier 780 travailleurs dans les Vosges, répartis dans différentes usines de cette région : au cours d'une réunion du Comité d'Entreprise des Filatures et Tissages de Nomexy, il a précisé cette décision : 160 licenciements à l'usine «G.ands Sables», et 90, à l'usine «St Laurent» à Epinal, donc le total des ouvriers à l'usine de Vincey, 100 à Taon, 80 à Nomexy.

En trois ans, les Vosges avaient déjà perdus 5 000 emplois, dont une partie du fait de Boussac, dont la restructuration ne fait que continuer !

Pour mieux faire passer son plan de chômage, Boussac a déclaré qu'il ne s'agissait pas de licenciements mais... de mutations. Vu les réductions d'effectifs dans cinq de ses principales usines, il demande donc clairement aux travailleurs de se préparer à partir de leur ville ou village, pour aller là où il a décidé d'intensifier et de regrouper la production restante !

Papeteries de Bretagne : les travailleurs occupent

Les travailleurs des «papeteries de Bretagne» réunis en assemblée générale ont décidé d'occuper les locaux de leur entreprise à partir du 4 octobre.

C'est après bien des péripéties que l'annonce du dépôt de bilan a été faite au comité d'entreprise : le groupe suisse qui possédait les papeteries avait cédé pour «un franc symbolique» l'entreprise à deux frères qui possédaient chacun une usine et qui s'étaient engagés à apporter 2 millions avant la fin septembre ; or, ces deux frères étaient déjà couverts de dettes si bien que les deux millions ne furent jamais apportés. Comme toujours en pareil cas, ce sont les travailleurs qui font les frais de ces opérations à la limite de la légalité. Ceux des papeteries de Bretagne ont décidé de riposter.

Accords salariaux au rabais

La direction des charbonnages de France se donne beaucoup de mal pour obtenir que soit signé un accord salarial au rabais comme ceux qui ont été conclus à la RATP et à l'EGF. Elle vient de faire de «nouvelles propositions» aux syndicats : sous réserve que la production intérieure atteigne 3 %, et que la hausse «officielle» des prix soit de 9 %, le pouvoir d'achat serait augmenté de... 1 %. En aucun cas dans cette proposition, est-il précisé par la direction, l'augmentation du pouvoir d'achat ne sera inférieure à ...0,30 %. Cette grossière provocation n'a pas du tout gêné les soi-disants syndicats CFTC, FO, et CGC qui d'un seul bloc ont signé sous réserve de quelques précisions quant aux «méthodes d'application».

AUMD Decazeville une centaine de licenciements

Le groupe Creusot-Loire prétend ne reprendre que 800 ouvriers des AUMD sur les 898 prévus. Les laissés-pour-compte ont la «promesse» d'être progressivement embauchés en 21 mois. En attendant, il faut qu'ils vivent avec l'allocation chômage.

Au cours d'un vote, les ouvriers des AUMD ont repoussé les propositions de la direction et ont manifesté leur volonté d'obtenir la réembauche de tous, en parcourant lundi les rues de Decazeville.

Le Havre : agression patronale contre des ouvriers

Le patron de l'entreprise S.I.N. a licencié six ouvriers qui tentaient de mettre sur pied un syndicat CGT. Face à l'arbitraire patronal, ils ont demandé à être reçus par le patron. L'un d'eux, ainsi que le secrétaire des Métaux du Havre qui l'accompagnait, a reçu pour toute réponse une volée de coups infligée par des agents de maîtrise.

ENQUETE

Le vrai scandale des Flanades**UN CENTRE COMMERCIAL QUI NE SERT A RIEN**

Par Serge LIVET

● Cinq ans après son lancement officiel, le centre commercial des Flanades ressemble à un décor vieilli de cinéma. Derrière beaucoup de vitrines il n'y a rien, quand il y a des vitrines. Les petits commerces encore installés périclitent. Quant à l'hôtel de luxe Viviana, le plus grand de Sarcelles, ses gérants viennent d'être arrêtés pour fraude fiscale.

Plusieurs escrocs impliqués dans le trou des Flanades entretenaient des liens directs ou indirects avec les milieux politiques, certains jouaient un rôle dans la politique locale. Cette affaire des Flanades obéit donc à un scénario bien connu qu'on a déjà vu à l'œuvre dans d'autres scandales immobiliers. Mais le plus scandaleux de toute cette affaire ne serait-il pas ce qui s'est passé en toute légalité sans attirer l'attention : la construction d'un tel centre commercial. Et si l'escroquerie en elle-même n'était qu'un épiphénomène ?

Nous avons évoqué les escroqueries réalisées par le dénommé Sauger et ses acolytes par l'intermédiaire de la création des sociétés Wygogel, Ywogel et Promédia. Ce ne sont ni les seules, ni les plus importantes.

Un certain Taillard est parvenu à se faire prêter un milliard d'anciens francs de la SCIC pour ouvrir sept magasins dont la plupart ont fermé. Pour plus de sûreté, Taillard avait fait établir les devis d'installation des magasins par la société IDAM contrôlée par lui. «La Lagune», une boîte de nuit est un de ces magasins ouverts par Taillard. Il semble qu'il y ait une forte propension à l'ouverture de tels lieux de commerce aux Flanades où l'on entendait donner toute sa signification à ce terme. «La Lagune» est gérée par un ami de Taillard : Orlando. Dans les relations d'Orlando, on trouve Lucciardi, on a parlé de démêlés violents entre eux, Lucciardi a démenti. Mais on sait que les bonnes relations entre de tels personnages n'empêchent pas certaines altercations plus ou moins violentes. Les frictions entre ces deux personnages se seraient produites en octobre 1976, date à laquelle la femme de Lucciardi fut contrainte de mettre fin aux activités de son

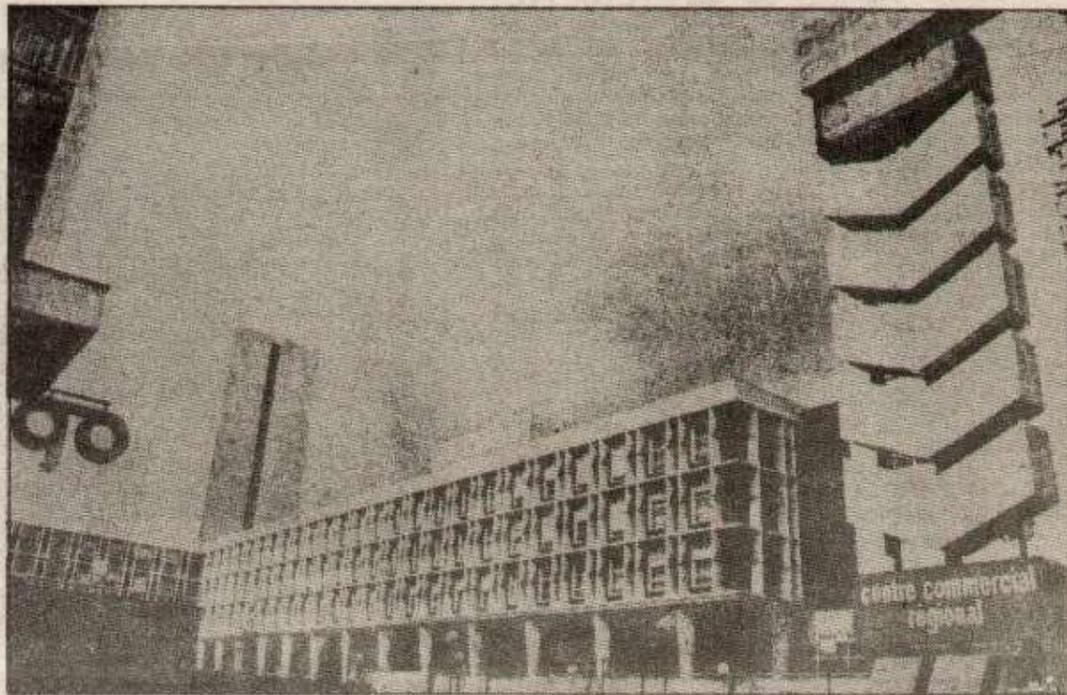
cercle de jeux «La Lucarne». Lucciardi est très lié avec les milieux de droite et le SAC local.

Dans le chapitre des boîtes de nuit, citons «Les toits de Paris» qui passe pour être sous la coupe des frères Zemnour.

**UN ESCROC EN JAGUAR
UN CONSEILLER MUNICIPAL
EN PRISON**

On parle aussi parmi les escroqueries réalisées, d'un certain Georges Harvallas. Celui-ci, anglais d'origine grecque, présentant bien et conduisant une Jaguar avait favorablement impressionné les prêteurs de la SCIC. Il avait déclaré être le représentant d'une firme anglaise : la Llewellyn et se proposa pour six magasins. La SCIC lui consentit un prêt de 3 millions de francs. Deux des six magasins seulement furent ouverts et pour quelques semaines. Harvallas a disparu, il avait donné une fausse adresse, un faux téléphone où un complice certifiait les renseignements donnés par lui. La Llewellyn, elle, n'a jamais existé.

Dernière affaire en date, celle de l'hôtel Viviana. Le «Viviana» est le plus important hôtel des Flanades et le plus luxueux, c'est



un trois étoiles de 120 chambres destiné principalement à recevoir les passagers de l'aéroport de Roissy. Un contrôle fiscal réalisé en septembre 1976 a mis en évidence que la comptabilité de l'hôtel reposait sur des fausses factures, ce qui a permis aux gérants de l'hôtel de détourner près de 50 % du prêt d'installation qui s'élevait à plusieurs millions. Comme ailleurs, le devis des travaux d'installation avait été surévalué et les travaux inscrits au descriptif très partiellement réalisés. Ainsi, la brasserie et le salon de thé annoncés n'ont jamais vu le jour. Trois personnes sont en cause dans cette affaire : le gérant Roland Larribeau qui fut président de l'Union des Commerçants des Flanades et animateur actif du SAC local ; Jeanne Gobbé Bouquet, 58 ans, conseillère juridique, porteuse de parts associée de la société de l'hôtel «Viviana», ancienne conseillère municipale UDR de Sarcelles ; René Teboul, 56 ans, porteur de parts également. Teboul et Gobbé-Bouquet sont en prison, Larribeau, en fuite.

UN PROJET MONSTRUEUX

Sur l'estimation du préjudice subi par la CIRP, les appréciations divergent selon qu'elles émanent de la CIRP elle-même ou d'ailleurs. Selon la CIRP son préjudice se limiterait à cinq millions de francs alors que par ailleurs on l'estime à soixante millions. Tout dépend si on se limite à l'escroquerie proprement dite, et dans ce cas le chiffre de cinq millions de francs avancé par la CIRP paraît plausible ou si l'on estime la totalité du trou financier : escroquerie, plus déficit du centre commercial supporté par la CIRP, dans ce cas, le chiffre de soixante millions n'est pas surévalué.

On en arrive à propos de cette affaire au paradoxe suivant : on fait plus de bruit autour d'une escroquerie sur les erreurs qui

ont conduit à réaliser un centre commercial dont le déficit est bien plus important que celui de l'escroquerie. Tout en étant d'importance celle-ci est, comparée à d'autres, relativement faible, les affaires de ce genre sont pratique courante. Sans minimiser l'escroquerie, il est important de ne pas se polariser sur celle-ci, mais de voir ce qui en a été la condition et qui constitue un scandale autrement plus important. La conception et la réalisation du centre commercial régional des Flanades.

En 1962, alors que la ville de Sarcelles sort de terre, la CIRP et la SCIC avec la bénédiction du ministre de la construction, Pierre Sudreau, conçoivent le projet ambitieux d'un gigantesque centre commercial à Sarcelles, imité du centre commercial de Stockholm. Sur le papier, les promoteurs prévoient 550 000 clients, 220 magasins. Ce centre commercial est l'aboutissement du rêve technocratique qui a déjà enfanté Sarcelles.

Ce fut un fiasco. Non pas seulement comme le dit la CIRP parce que les frères Willot fermèrent leur magasin «Au Bon Marché» aux Flanades en septembre 1973, mais parce que la conception d'ensemble d'un tel centre était obligatoirement vouée à l'échec.

**52 MAGASINS OUVERTS
SUR 140**

Sarcelles a été construite pour loger les travailleurs de la région parisienne : ouvriers et petits employés principalement. Pour la plupart leur lieu de travail se trouvait en dehors de Sarcelles et souvent très éloigné. Pour faire l'unité de cette cité dortoir, qui a mauvaise réputation, et en rehausser la renommée les promoteurs élaborèrent le projet de ce centre commercial prestigieux qui espèrent-ils fera beaucoup pour la gloire de la CIRP. Mais ce projet de prestige n'est pas adapté aux besoins et aux moyens de la population de

Sarcelles. De plus il comporte de nombreux défauts : il est très mal signalé, difficile d'accès et se trouve en concurrence avec d'autres centres commerciaux de la région parisienne plus accessibles. Cette période voit le succès de centres commerciaux situés à la périphérie des villes, dotés d'immenses parkings et faciles d'accès, tout le contraire des Flanades.

Plutôt que de doter Sarcelles d'équipements socio-culturels, la SCIC et la CIRP ont donc voulu implanter ce centre commercial inadapté aux besoins des habitants de Sarcelles. Aujourd'hui, seule la première tranche de magasins a été construite : 70 000 m carré de surface commerciale répartie entre 140 emplacements, seuls 52 magasins sont ouverts. Les 40 000 m carrés de bureaux du centre sont occupés à 50 %.

Ce résultat est indépendant de l'escroquerie. Voyant se dessiner le fiasco du centre, la CIRP et la SCIC ont consenti les conditions de prêt d'achat et d'installation qui permirent l'escroquerie et trop heureux de trouver des amateurs à l'ouverture de magasins n'opèrent aucune sélection parmi les candidats.

L'escroquerie ne fit qu'aggraver un peu une situation déjà très compromise.

La SCIC et la CIRP se retrouvent aujourd'hui avec un immense centre commercial qui n'a aucune chance de fonctionner correctement. La mairie PCF de Sarcelles continue, malgré certaines oppositions au sein du conseil municipal de croire à la vocation commerciale de ce centre et refuse à certaines associations de quartiers des locaux inoccupés du centre.

Le trou financier des Flanades, c'est l'échec d'une logique d'urbanisation capitaliste qui a conduit à entasser des travailleurs dans des cités dortoirs, tout en espérant donner vie, une vie marchande, à ces cités, par des centres commerciaux. C'est là que réside le plus gros scandale.

**Vers une augmentation
des loyers**

La SCIC (Société centrale immobilière de la Caisse des Dépôts) et la CIRP (Compagnie Immobilière de la région parisienne) sont deux filiales de la caisse des dépôts et consignations qui est le premier établissement financier de France. La Caisse des dépôts gère les fonds des caisses d'épargne et assure des prêts aux collectivités locales ainsi que des réalisations de logements «sociaux».

La SCIC est plus spécialisée dans les logements sociaux, elle a construit en vingt ans 335 000 logements.

La CIRP, filiale de la SCIC et de la Caisse des Dépôts, créée en 1955, a construit 24 000 logements dans la région parisienne.

Les fonds que la SCIC et la CIRP ont engagé dans l'opération des Flanades sont leurs fonds propres, issus de l'exploitation de leur parc immobilier et non des fonds des Caisses d'Épargne. La CIRP est propriétaire des logements et équipements réalisés à Sarcelles, la SCIC est gestionnaire.

Pour éponger le déficit, la CIRP envisage de réévaluer ses bilans. Cette opération comptable consiste à augmenter la valeur des actifs en l'occurrence le parc des logements. Considérant que ceux-ci sont estimés en dessous de leur véritable valeur, elle augmenterait leur valeur sur le papier, ce qui se traduirait par une augmentation des loyers à Sarcelles.

Ainsi les habitants de Sarcelles qui ont déjà payé une première fois l'échec du centre des Flanades risquent de le payer une seconde fois par l'augmentation de leurs loyers.

De plus, les fonds engloutis dans l'opération des Flanades sont autant de logements ou d'équipements sociaux en moins.

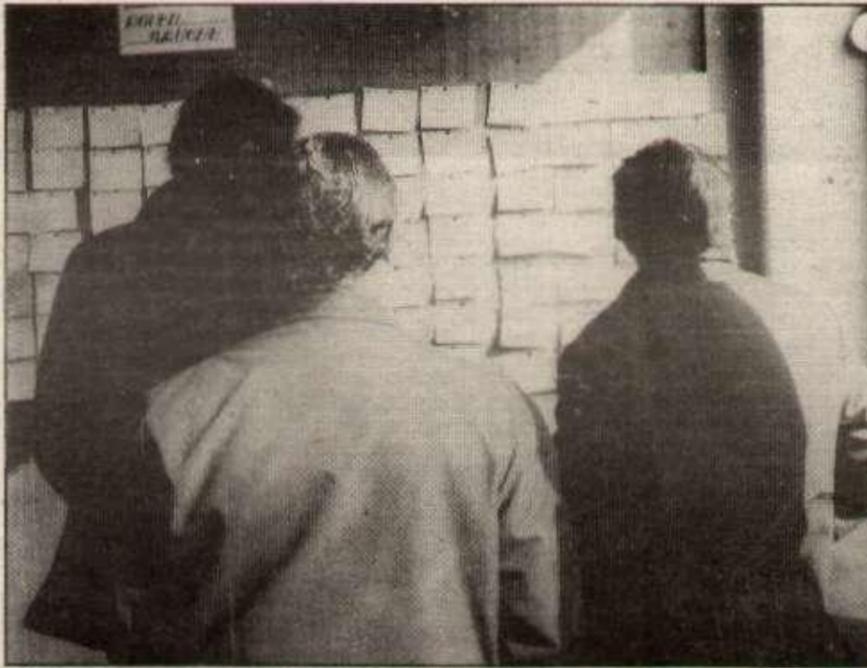
Le dernier coup bas de Beullac

LA REPRESSION DES «REFUSEURS D'EMPLOI»

Beullac s'en prend aux chômeurs qui d'après lui refuseraient trop souvent les emplois qu'on leur propose. La réalité est toute différente ; les files d'attente dans les ANPE en sont chaque jour le témoignage comme le nombre grandissant de chômeurs qui ne «trouvent rien». Les maigres propositions qui sont faites aux chômeurs sont souvent des emplois très éloignés de leur domicile (70 ou 80 km) ce qui veut dire des heures de transport en plus, un nouveau loyer à chercher (des cautions à verser) pour une place qui n'est pas encore «sûre». Combien d'emplois dans une qualification toute différente sont offerts chaque jour à des chômeurs qu'on force ainsi à «changer de métier» et souvent à un âge déjà avancé ?

Enfin de nombreux chômeurs qui arrivent au bout des 90 % se voient proposer des emplois à 700, 800 F de moins par mois !

En fait avec sa circulaire, Beullac semble surtout préparer les bases d'une



nouvelle campagne d'intoxication psychologique. Pour cela il lui faut recueillir un certain nombre de cas, établir quelques statistiques. Dans quelques mois on peut s'attendre à une campagne publique du

genre : «Les «refuseurs d'emploi» allongent les listes d'attente. Ils restent au chômage alors que des emplois sont disponibles etc...». Le but de l'opération : intimider les chômeurs, au moyen des

menaces les plus scandaleuses (radiation de l'Asse-dic, de la Sécurité sociale...) pour les forcer à accepter n'importe quel travail.

Pierre PUJOL

**Document
exclusif**

UNE CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE INTERNE

«Le Ministre du travail à Messieurs les préfets, Messieurs les Directeurs régionaux du travail et de la main-d'œuvre, Monsieur le directeur de l'Agence Nationale Pour l'Emploi. Objet : refus d'emploi.»

Ainsi commence la circulaire discrète de Beullac du 12 septembre 77 (annexe à la directive 85 77). Nous en publions, en exclusivité, des extraits significatifs.

«Mon attention a été à plusieurs reprises, au cours de la dernière période, sur les problèmes posés par le comportement d'un certain nombre de bénéficiaires des allocations de chômage refusant des emplois ou des stages de formation proposés par les services de l'ANPE». Beullac poursuit : «Il paraît nécessaire, dans la conjoncture actuelle, d'apporter une attention particulière au comportement des demandeurs opposant des refus non justifiés aux propositions des agences locales de l'emploi tendant à les faire bénéficier des possibilités de formation ou d'emploi découlant des mesures prises par mes pouvoirs publics.»

«UN CONTRÔLE SÉRIEUX»

«Devront donc faire l'objet d'un contrôle sérieux en application de l'article R 351-4 les justifications apportées par les demandeurs sans qualification de base refusant un stage en entreprise de quelque nature que ce soit «ou par les demandeurs refusant un stage de formation professionnelle alors que celui-ci aura été retenu en tenant compte du niveau

de leur formation de base.»

«Les refus de changement de résidence émanant des célibataires ou de travailleurs vivant en célibataire, les plus aptes à se déplacer, devront être examinés avec soin. Une accentuation du contrôle des justifications apportées en cas de refus d'emploi ou de formation se développera surtout après les trois premiers mois d'indemnisation.»

LA MENACE DE LA RADIATION DÉFINITIVE ET LA SUPPRESSION DES DROITS SOCIAUX

Ensuite Beullac parle «sanctions» : «En matière d'aide publique, les sanctions qui n'ont pas nécessairement un caractère progressif, pourront être l'avertissement, l'exclusion temporaire de l'aide enfin l'exclusion définitive. L'exclusion temporaire pourra être prononcée pour une période de six semaines soit trois quinzaines.»

Mieux, Beullac insiste pour que les directeurs demandent aux caisses de Sécurité sociale et d'Allocations familiales de priver ces chômeurs de protection sociale : «La sup-

pression des droits sociaux (Assurance maladie, prestations familiales) est du ressort des organismes de Sécurité sociale. La responsabilité du directeur départemental du travail et de la main-d'œuvre sera donc d'adresser à la Caisse d'assurance maladie ou à la caisse d'Allocations familiales un rapport sur le refus d'emploi opposé par tel ou tel demandeur, non pas systématiquement mais lorsqu'il estimera que la gravité de ce refus peut légitimement exposer celui-ci à la privation de la protection sociale liée à la qualité de demandeur d'emploi.»

DES RAPPORTS DE POLICE

Beullac demande que chaque agence locale, ayant constaté le «refus d'emploi», établisse un rapport précisant les raisons invoquées par le chômeur. Ce rapport sera transmis à la direction de la main-d'œuvre qui «prendra sa décision». Une copie du rapport sera jointe également à l'ASSEDIC et au besoin à la Sécurité sociale.

«Une statistique mensuelle des refus d'emploi ayant donné lieu à des

propositions de radiation de la part de l'ANPE sera tenue et envoyée au ministère du travail. Cela pour que le contrôle de l'application des mesures par le gouvernement soit plus étroit. Autre instrument de contrôle : Beullac a demandé à l'Inspection générale des affaires sociales de suivre l'application des mesures d'ici la fin de l'année 1977.

L'AGENCE DE L'ÉNERGIE SE RÉUNIT À PARIS

L'AIE (Agence Internationale de l'Énergie) se réunit depuis mercredi matin à Paris. L'Agence regroupe des représentants des 19 pays de l'Ouest les plus consommateurs d'énergie et donne, en fait, la position des plus importants d'entre eux. Les précédentes réunions avaient essentiellement porté sur le nucléaire. Il s'agira cette fois plus des économies d'énergie.

STOLÉRU PRIS EN FLAGRANT DÉLIT

Dans *Le Matin* du 5 octobre, Lionel Stoléru répond à une Tribune libre de la CGT. Le secrétaire d'État à la condition des travailleurs manuels, auteur de la scandaleuse circulaire qui supprime la carte de travail pour les immigrés et les empêche de faire venir leur famille, affirme que «La France est le seul pays qui maintienne, qui garantisse et protège l'ensemble des droits des travailleurs immigrés déjà dans notre pays.» Le conseiller de Giscard ajoute tranquillement : «Je tiens à rassurer tous les travailleurs qui sont en France, normalement : ils peuvent rester en France aussi longtemps qu'ils le veulent, aucune obligation ne leur sera faite de quitter leur travail ou leur résidence...»

Le cas de ce travailleur tunisien que nous évoquons ci-dessous doit-il être compris comme «anormal», par référence à cet inquiétant «normalement» indiqué par Stoléru ?

Calais : un ouvrier tunisien menacé d'expulsion

Pour expulser les travailleurs immigrés, le refus du renouvellement des contrats de travail et par là même des cartes de séjour va être un des principaux moyens utilisés par le gouvernement français. C'est ce qui ressort d'une circulaire de Stoléru qui précise les déclarations qu'il a faites récemment.

Un travailleur tunisien de Calais vient de se trouver frappé par cette mesure qui se combine avec des accords intergouvernementaux scandaleux.

Ce travailleur, à son arrivée en France a fait une FPA de fraissage. Au bout de neuf mois, son CAP en poche, il obtient un contrat de travail et une carte de séjour valable un an. Après

la faillite de sa première entreprise il trouve un nouveau contrat de travail de trois mois renouvelable. Le 7 septembre, la carte de séjour vient à expiration, il demande son renouvellement. C'est alors que la préfecture d'Arras envoie une lettre à son patron, en lui demandant de le licencier : motif : les accords franco-tunisiens précisent qu'un travailleur envoyé en France pour suivre une formation professionnelle doit être renvoyé ensuite en Tunisie. Sur la base de cet accord, le gouvernement français fait la police pour le compte du régime réactionnaire tunisien : le travailleur vient de recevoir un avis d'expulsion.

Grève de la faim contre la torture en Iran

Ils sont 80, hommes et femmes, à jeûner dans l'église Saint-Merri à Paris. Iraniens venus de plusieurs pays d'Europe, se réclamant de l'Islam pour la plupart, ils entendent ainsi dénoncer la pratique systématique de la torture dans les prisons iraniennes, la liquidation des opposants par la police du Chah, la Savak.

En France même, la Savak a envoyé de nombreux agents pour repérer les étudiants iraniens malpensants. L'arrestation de deux étudiants iraniens, sans la moindre preuve, avait aussi montré que les autorités françaises lui accordaient toutes facilités.



GISCARD ET LES SABINES

Nouveau timbre de collection, le tableau de Delacroix représentant «L'enlèvement des Sabines» a été choisi personnellement par Giscard. Les Sabines

avaient permis la réconciliation des frères ennemis, Horaces et Curiaces. Cherchez donc la belle-sœur. Pourquoi pas Giroud ?

POLITIQUE

**DELORS, CONSEILLER
DE MITTERRAND A TF 1**

**«Au pouvoir, nous ferons
la même chose
plus systématiquement et
à plus grande échelle»**

● Il y a treize mois, Mitterrand déclarait à l'Assemblée nationale : «Je ne souhaite pas que le plan Barre échoue».

Quelques jours plus tard, Rocard, dans un colloque organisé par le journal L'Expansion, jurait devant un parterre de patrons que jamais il ne remettrait en cause le profit comme moteur de l'économie.

L'intervention de Jacques Delors sur TF 1 à 13 heures mardi, confirme à nouveau si c'était nécessaire qu'entre ce que fait la majorité actuelle et ce que fera Mitterrand demain s'il parvient au pouvoir, il n'y a pas de différence importante.

**DAVANTAGE DE TEMPS LIBRE
ET MOINS DE REVENUS**

A la question : «Pensez-vous qu'il est possible de faire quelque chose très vite», Jacques Delors répond : «Non... on ne peut pas... si vous voulez... je ne voudrais pas rentrer dans un débat sur l'histoire. Mais il me semble que la France ne devrait compter normalement aujourd'hui que 700 000 à 800 000 chômeurs ; à mon sens trois erreurs ont été commises. En 1960 nous aurions dû nous attacher plus tôt à revaloriser la condition des ouvriers et du travail manuel (...); davantage de temps libre, moins de revenus en le faisant progressivement comme l'on fait certains pays étrangers (...). Il faut le dire aux Français, les choses sont moins simples qu'avant nous avons perdu les trois avantages qui nous caractérisaient pendant les années 60 (...)

Ensuite, Delors en vient à regretter que ces temps derniers, il n'y ait pas eu d'efforts conjoints entre l'État et les industriels, car «dans aucun pays les industriels ne peuvent s'en sortir seuls j'ai regardé la politique de redéploiement au Japon, en Allemagne, partout, partout les États ont pris en charge une partie des risques. Il y a eu un minimum de programmation et de planification ; nous n'avons pas fait ça. Si ces trois erreurs n'avaient pas été commises, nous n'aurions aujourd'hui que 700 000 à 800 000 chômeurs».

IL N'EXISTE PAS DE REMÈDE MIRACLE

«Il faut se pencher avec rigueur, attention et générosité sur le cas des jeunes. Deuxième différence, le comportement des femmes à l'égard du travail : songez par exemple qu'aux États-Unis, on a créé 2 millions 700 000 emplois en trois ans, et on n'a diminué le chômage que de 900 000 personnes, pourquoi ? A cause de cette propension continue des femmes à travailler ; aujourd'hui, il n'existe pas de remède miracle.

Je ne suis pas contre l'opération emploi-formation. Je n'ai pas le goût du malheur ; cette opération, je souhaite que ça marche ; quand nous serons au pouvoir, nous ferons la même chose, plus systématiquement et à plus grande échelle. Il faut un autre modèle de développement axé sur davantage de temps et moins de revenus dans un certain sens (...)

Je suis partisan d'un autre secteur qui pourrait être autogéré. Il faut inventer un autre modèle de développement qui doit être fondé sur le travail, sur l'effort et la décentralisation.»

Anthony

**JUMELAGE
PCF - SIONISME**

M. Aubry, nouveau maire d'Anthony, élu sur une liste PCF, hérite d'une situation difficile, léguée par son prédécesseur UDR. Finances mises à sec par la construction d'un splendide Hôtel-de-Ville... Le précédent maire, plus occupé de sa stature internationale que des finances locales, avait même engagé un projet de jumelage avec la ville de Shdérôt (Israël). Difficulté supplémentaire, aurait-on pu croire, pour un maire d'un parti se réclamant du soutien au peuple palestinien. Point du tout, M. Aubry a écrit récemment au maire de Shdérôt pour démentir les rumeurs selon lesquelles le jumelage serait abandonné par suite du changement de municipi-

palité. «Pour notre part, nous ne voyons aucune raison d'annuler un tel projet. Au contraire, nous avons continué d'effectuer les démarches auprès des autorités administratives pour qu'il se concrétise. Nous souhaitons en effet que puissent se développer les contacts entre nos deux villes, car nous sommes persuadés que de telles initiatives sont une contribution importante pour le rapprochement des peuples, et que les populations de notre ville comme de la votre ont tout à gagner dans les divers contacts qui peuvent s'établir.»

Bien entendu, M. Aubry s'est bien gardé de demander l'avis de la population d'Anthony.

Barre devant 4 000 patrons

«NOUS DEVONS CONTINUER LA LIMITATION DES RÉMUNÉRATIONS»

Ce ne sont pas moins de quatre mille patrons qui ont applaudi Barre mardi à Paris au Palais des Congrès. C'était une initiative des Chambres de Commerce. Ils étaient venus pour se sentir encouragés par le gouvernement à poursuivre l'austérité, l'intensification du travail, le blocage des salaires. Ils n'ont pas été déçus.

M. Barre qualifie cette politique «d'exemplaire». Un peu sceptique sur la réussite de son plan, il a expliqué que les plans de redressement passent mais que les causes des crises restent...

Rien de neuf, donc, Barre ne propose que de poursuivre l'effort pour imposer l'effort aux travailleurs...

Barre a rappelé comme pour s'excuser que quand il a pris les choses en mains il y a un peu plus d'un an, nous «glissions vers une situation à l'anglaise ou à l'italienne» ; coup de patte à Chirac en passant ? Sans doute, mais cette insistance à rappeler les handicaps du départ ressemble bien à un aveu d'échec.

Le Joffre de l'économie, qui prétendait il y a peu résorber le chômage, a

répété une fois encore ses propos provocateurs suggérant que les chômeurs seraient plutôt des gens qui refuseraient les emplois qu'on leur offre. Selon Barre, ce qui gonfle le chiffre des chômeurs, c'est cette mentalité : «Ce n'est pas l'emploi dont on a besoin que l'on demande, mais l'emploi que l'on souhaite».

Bien que Les Echos, journal financier, mette en doute les chiffres sur les créations d'emploi avancés par le CNPF et les chambres de commerce, Barre a fait cette déclaration : «Vous n'avez pas le

droit d'être découragés. Ni moi non plus. Ce qui s'impose à nous, c'est la discipline. En particulier, nous devons continuer l'effort général de modération des coûts de production, et donc la limitation des rémunérations. Cette règle restera fondamentale dans les années à venir... C'est lorsque le redressement économique sera achevé que nous pourrions revenir à la liberté de gestion.»

Barre n'a apparemment pas encore décidé de relâcher la pression, comme il envisage de le faire à la veille des élections...

François MARCHADIER

Thionville, Lille, Nantes, Bischheim...

MUNICIPALITÉS DE LA DÉSUNION

Bischheim dans la banlieue de Strasbourg vient de nouveau d'être secouée par une crise municipale ; c'est déjà la deuxième qui ait connue une certaine ampleur depuis les élections de mars dernier. A l'époque les socialistes avaient claqué la porte car ils s'estimaient joués par la candidature au poste de maire d'un élu «sans parti» qui s'est révélé par la suite être au mieux avec les amis de Marchais...

Comme c'est généralement le cas dans ces circonstances, les socialistes sont revenus quelques jours plus tard sans avoir obtenu aucune de leurs revendications. Malgré cette capitulation, le docteur Lutz (encore un médecin) qui avait un compte à régler avec eux vient de se mettre à jour : il y a une dizaine de jours, celui-ci usant de son mandat de maire, a «suspendu provisoirement la présence des délégués du PS au conseil d'administration de la municipalité». (Ce conseil coordonne l'activité des différents services conformément aux propositions et aux votes du conseil municipal nous explique-t-on).

A vrai dire, là aussi cela fait un moment que les choses s'enveniment ainsi, le même article de «l'Humanité 7 jours d'Alsace Lorraine» dénonce l'attitude du PS qui «provoque systématiquement des incidents qui n'ont rien à voir avec le débat démocratique» suivant deux exemples «d'incidents incessants et regrettables»... Histoires d'emprunt sur 15 ou 20 ans et l'appropriation des comptes de

l'ancienne municipalité, bref, une fois encore nous sommes loin, très loin des préoccupations des travailleurs.

Cela ressemble à du déjà entendu à Thionville il y a quelques temps mais les ressemblances ne s'arrêtent pas là : le PCF se fait

un plaisir de souligner que les socialistes ne votent pas de manière homogène, que certains n'hésitent pas à voter comme le PCF... En effet une partie des élus socialistes sont membres du CERES...

F.M

Réunion des secrétaires fédéraux du PS

Mitterrand a rassemblé mardi les secrétaires fédéraux du PS. Il s'agissait de bien leur faire comprendre la tactique suivie dans les négociations avec le PCF.

Il se confirme en effet, que la base ne soutient pas toujours le sommet et ne fait pas uniquement porter le chapeau de la rupture à Marchais...

Pour les mettre en confiance, Mitterrand a parlé pendant plus d'une heure et a exécuté son numéro favori consistant à décrire l'attitude du PCF au cours des négociations. Selon lui, les amis de Marchais étaient venus avec l'intention de rompre.

Au cas où ils n'auraient pas bien compris ces explications orales, les secrétaires de fédérations se sont vu remettre une brochure intitulée «argumentaire N° 3» qui permet à n'importe quel nouveau venu au PS d'avoir réponse à tout face à un contradicteur qui lirait L'Humanité tous les matins».

Mitterrand s'est montré satisfait. Il s'est fait acclamé par cette réunion comme il l'avait été la veille par les sénateurs socialistes et RG. Ces plébiscites répétés ne sont pas le seul sujet de satisfaction du candidat à la succession de Barre : il semble en effet content de l'attitude du CERES qui, bien qu'ayant réclamé un Congrès extraordinaire, se montre relativement discipliné derrière «le premier secrétaire». Comme Marchais devait le faire le soir à Nanterre, Mitterrand a confirmé qu'il camperait sur ses positions. «Enigmatique» comme d'habitude, il a déclaré : «Un événement nouveau se produira si nous maintenons nos positions pour l'actualisation du Programme commun. Mais, il ne se produira pas si nous varions (...). Nous sommes prêts à tout moment à reprendre la discussion, mais seule la fermeté peut conduire le parti communiste à réfléchir».

F.M.

**TÊTE A TÊTE
CHABAN -
GISCARD**

Cela a duré pendant une heure et demie, pour le moment rien n'a filtré. Les deux hommes ne s'étaient officiellement pas revus depuis un an et demi. La couverture trouvée pour cette visite a été la qualité de président de l'association des villes jumelées dont s'enorgueillit Chaban. Il était accompagné de Monory lui aussi membre de cette éminente association. À la fin de l'entretien le maire de Bordeaux a rencontré Serisé et Poncet, proches collaborateurs de Giscard.

**J'INFORME
LE MATIN**

Les quotidiens d'information doivent-ils prendre parti ? Tel était le thème d'un débat entre d'une part un presque magnat de la presse, Pedriel propriétaire du *Nouvel Observateur*, du *Matin* et bientôt d'un nouvel hebdomadaire et Fontanet d'autre part propriétaire du journal *J'Informe*.

«En disant la vérité, a osé dire Pedriel, je prends parti» mais comme il ne voulait pas fâcher Fontanet qui fait imprimer son journal chez lui, il a déclaré : «mais la vérité n'est pas dans le seul camp d'un parti».

ANNIVERSAIRE

Pour ses 80 ans, Aragon était l'invité du bureau politique du PCF. Un petit vin d'honneur en remerciement de 50 années de bons et loyaux services qui a quelque peu, semble-t-il, troublé le poète. «Qu'est-ce que je peux dire ?» a-t-il demandé en portant son toast. Cela fait si longtemps, n'est-ce pas, qu'il demande la même chose...

Marchais à Nanterre

DISCOURS A RÉPÉTITION

À 19 h 30, il y a encore très peu de monde aux alentours du chapiteau, certains prennent un repas à la hâte, quelques personnes discutent dans les coins, on déambule surtout en attendant 20 h 45, l'heure où le discours de Marchais doit avoir lieu.

Juste quelques panneaux vantant les mérites de l'entreprise nationalisée : la SNIAS. On peut lire en gros caractères : «La nationalisation a permis à la France d'occuper une place de choix au premier plan en aéronautique civile». (On comprend là les raisons de cette nationalisation !)

Un peu plus loin, on apprend non sans étonnement : «Airbus : le gouvernement fait tout, jusqu'à chercher l'incident avec les Soviétiques pour freiner sa commercialisation». En fait de débat promis entre 18 h 30 et 20 h 30, seul un haut-parleur perdu dans la nuit déjà tombée, appelle désespérément les travailleurs à venir discuter avec un membre du comité central qui dédicace des livres.

Présentation des candidats aux élections, inauguration du nouveau siège fédéral, débats inter-entreprises, discours de Marchais : on avait vu large parmi les dirigeants PCF des Hauts-de-Seine, trop large même puisque guère plus de 5 000 personnes étaient présentes à Nanterre mardi soir (la fédération affiche officiellement plus de 25 000 adhérents). L'essentiel de ce rassemblement a bien consisté dans le discours de Marchais, car les stands des entreprises où étaient censés se dérouler des débats, ont toujours été quasiment vides. Depuis quelques semaines, les discours de Marchais sont toujours fabriqués dans le même moule : des attaques contre la droite, un couplet démagogique sur la misère des travailleurs, un autre sur la nécessité du changement, pour terminer par des allusions et des attaques contre le PS. L'intervention de mardi soir n'a pas dérogé à la règle, avec cette différence que la partie sur la misère des masses a été prononcée par quelqu'un d'autre ce qui a retiré les applaudissements à Marchais. C'est significatif, l'instant le plus applaudi par les militants du PCF présents a été l'évocation de la grève des manutentionnaires à Renault. En ce qui concerne la renégociation, ou plutôt l'absence de renégociation, Marchais ne pouvait que faire patienter ses troupes dans l'attente du comité central qui se réunit mercredi et jeudi. Il a répété avec netteté

que le PCF maintenait ses positions. La nouveauté de ce discours provient surtout de la précision des attaques contre le PS. Marchais ne se contente plus de condamner la «social-démocratie» en général, ni les conceptions «d'homme providentiel» de Mitterrand. Marchais a une nouvelle fois cité les déclarations de 72 où Mitterrand avouait son désir de ramener le PCF à 10 ou 15% de l'électorat, il a déclaré aussi : «Servan-Schreiber qui avait, en 65, été initiateur de l'opération intitulée Monsieur X, sautillante de joie. Quant à Giscard tous les commentateurs affirment qu'il voit poindre à l'horizon la réalisation de ses espérances les plus chères». Visiblement la crainte pour le PCF de voir se réaliser un tel renversement d'alliance qui mettrait à bas toutes ses tentatives d'accéder au gouvernement, justifie un tel tir de barrage. Marchais pratiquerait-il l'exorcisme en invoquant le gouvernement giscard-socialiste pour



L'inauguration du nouveau local de la Fédération des Hauts-de-Seine du PCF était, mardi soir, le prétexte à un rassemblement à Nanterre.

que celui-ci se démasque ?

Marchais campe donc sur ses positions : «Nous ne pouvons pas faire de nouvelles concessions, aller plus en avant dans la mise en cause par nos

partenaires des 9 nationalisations prévues par le Programme commun de 72, nous sommes parvenus à la limite de la politique qu'attendent les travailleurs et de celles qu'appliquent Giscard et Barre».

Commission exécutive de la CGT

Des convergences fortuites avec le PCF ?

Alors que Marchais commence à s'essouffier à force de répéter chaque jour la même chose, son ami du bureau politique du PCF, Séguy, prend depuis quelques temps un relais fort peu discret. Afin de créer l'événement, celui-ci avait convoqué la réunion de la commission exécutive de la CGT dans la mairie de Montreuil. Le support à cette campagne est un numéro spécial de l'hebdomadaire «La Vie Ouvrière» qui reproduit notamment certains articles publiés en 1972...

La direction de la CGT est en effet très fidèle au projet du capitalisme d'État du PCF, nul ne peut le nier. Il n'est pas besoin pour cela de reproduire d'anciens documents...

Krasucki a déclaré : «Le programme de nationalisations prévues est la condition essentielle pour améliorer le pouvoir d'achat, la situation de l'emploi et accroître le rôle des travailleurs dans l'économie».

Qu'est-ce que Marchais dit de différent ?

Pour tenter de se disculper de cette évidence, la direction de la confédération ajoute : «Le fait de réaffirmer les positions de la CGT depuis cinq ans ne signifie pas que le soutien de la CGT soit acquis à un partenaire de l'union de la gauche.»

Nul ne sera convaincu par cette affirmation même si la déclaration de la commission exécutive de la CGT a été votée à l'unanimité «moins deux voix». En effet, il s'est trouvé deux socialistes pour contester cette motion. Seulement, petit embarras pour Mitterrand, d'autres socialistes ont voté à l'unisson avec le PCF. Seraient-ils du CERES ? Séguy a révélé une fois encore le mépris dans lequel il tenait les adhérents de la CGT en essayant de leur faire croire que si le PCF et la CGT défendaient des positions très convergentes, ce n'était finalement que pur hasard... que parce que tous les deux avaient en vue l'intérêt de la classe ouvrière.

F.M.

Troisième Comité Central du PCF en un mois !

LES JEUX SONT-ILS FAITS ?

● Le comité central du PCF, qui s'est réuni depuis hier matin et continue aujourd'hui ses travaux, décidera probablement de l'avenir du programme commun. Il y a peu de chances, après les déclarations de Marchais mardi soir, à la veille de cette réunion, que l'organisme dirigeant du PCF décide de revenir sur la position d'affrontement avec le PS à laquelle il se cantonne depuis la rupture des négociations. En effet, le secrétaire général a rappelé que les dernières propositions du PCF constituaient un minimum, en dessous duquel il n'envisage pas de descendre.

C'est la troisième fois en un mois que le Comité central du PCF se trouve réuni. Et chaque fois, c'est de «l'actualisation» du programme commun qu'il a été question : c'était d'abord le 9 septembre, à la veille de la fête de l'«Humanité» et six jours avant la reprise des négociations «au sommet». Puis au lendemain de la rupture, il s'agissait d'approuver l'attitude de la délégation du PCF à la réunion des trois partis. Cette fois-ci, Marchais fait un rapport sur «la situation politique» : naturellement, c'est encore le même sujet qui se trouvera au centre des préoccupations.

LE 9 ET LE 24 :
DANS LE SENS
DE L'AFFRONTEMENT

L'une après l'autre, les deux réunions précédentes

du Comité Central s'étaient conclues sur des décisions allant dans le sens de l'affrontement. Le 9 septembre, Marchais avait été chargé d'en révéler le contenu à la fête de l'«Humanité» ; à cette occasion, il devait affirmer :

«Nous ne pouvons pas dire si nous parviendrons à un accord», après avoir accusé le PS de vouloir mener «une politique à la Callaghan, à la Schmidt ou à la Mario Soares». Au lendemain de la rupture, c'était la lettre adressée au Parti Socialiste, dans laquelle le Comité Central du PCF disait «Adopter une telle attitude (celle du Parti socialiste), c'est priver le programme commun de sa force mobilisatrice, c'est se priver de l'avance des moyens de réussir, c'est écarter les possibilités d'un accord».

DESLUTTES INTERNES

Est-ce à dire que ces positions sont le reflet d'une unanimité de la direction du PCF ? Malgré le silence qui entoure le déroulement de ses réunions, on peut facilement deviner que ce n'est pas le cas. Les commentaires n'ont pas manqué sur l'existence d'une opposition entre Marchais et Leroy, qui apparaîtrait comme le tenant d'une ligne «plus dure». Mais plus certainement, on sait que s'affrontent les diverses couches, les générations successives, qui forment l'appareil du PCF tel qu'il est constitué aujourd'hui. Dans un parti qui doit, pour parvenir à mettre sur pied le capitalisme d'État qu'il projette, adopter une démarche contradictoire d'unité et de lutte avec la social-démocratie, il est inévitable que les luttes de clique se cristallisent, à certains moments, sur l'attitude à adopter à l'égard de ce partenaire.

DEPUIS LE PRINTEMPS

Certains, du côté d'organes de presse proches du Parti Socialiste, ont

émis l'hypothèse que le Comité central du 23 juin dernier aurait eu à faire le choix entre un affrontement avec le PS préalable aux élections ou postérieur, et que la première solution l'aurait emporté, comportant une décision d'escalade jusqu'à la rupture. Le fait est que cette réunion se tenait dix jours seulement après le congrès du Parti socialiste, au cours duquel Mitterrand avait choisi d'éliminer de la direction les éléments les plus proches du PCF, ceux du CERES, et avait adopté une attitude de combat à l'égard du parti de Marchais.

Il est certain en tout cas, que dès cette époque, la division s'installait entre les partenaires du programme commun. Marchais, dans son discours, attaquait effectivement le PS, posant la question : «Sur quel programme de gouvernement le parti socialiste entend-il demain gérer la France si la gauche l'emporte ? Sur le programme commun, ou sur celui du Parti socialiste ?» En particulier, il posait une question qui, pour n'avoir pas explicitement été citée parmi les divergences du dernier sommet, n'en constituait pas moins un

des enjeux les plus importants : «Il est vraiment nécessaire que le groupe de travail commun chargé de l'actualisation du programme définisse aussi les structures et les méthodes de travail du gouvernement d'union de la gauche». C'est-à-dire que la place que le PCF pourrait y occuper soit nettement définie.

MARCHAIS OUVRE LE FEU

Il est douteux que le choix de la rupture elle-même ait été fait alors. Il est certain que la décision de négocier sur la base d'une position de force, en faisant appel largement à l'opinion publique, était prise. A la suite de quels débats, on peut se le demander : en effet, ce n'est pas Marchais qui avait présenté le rapport d'ouverture, ce qui lui réservait probablement la possibilité de se prononcer ensuite pour la solution qui l'emporterait. Hier matin, au contraire, le secrétaire général du PCF ouvrait le feu lui-même : est-ce le signe que, dès avant l'ouverture, les jeux étaient faits ?

Jean LERMET

INTERNATIONAL

RFA

Campagne fascisante contre les intellectuels

L'écrivain allemand Heinrich Böll, prix Nobel de littérature, Volker Schlöndorff, réalisateur du film : «*L'honneur perdu de Katarina Blum*», Günther Grass et bien d'autres intellectuels de RFA figurent aujourd'hui sur une liste noire établie par le parti chrétien-social de Strauss. Ils peuvent faire l'objet à tout instant de menaces, de poursuites, de perquisitions, d'interrogations... En témoigne la massive descente de police effectuée la semaine dernière au domicile du fils d'Heinrich Böll. Prétexte : un correspondant anonyme avait signalé à la police que «*deux jeunes gens transportant des armes sous leur manteau s'y étaient introduits*». Strauss avait déjà déclaré au Congrès de son parti que ceux qui parlent de lutte des classes sont sur la voie qui mène au terrorisme. Il vient de récidiver ses attaques contre la liberté d'expression en RFA et a proclamé : «*Les criminels de l'encrier sont aussi dangereux que les mem-*

bres du groupe Baader-Meinhof.»

Les déclarations de Strauss appuient une vaste campagne engagée par la presse, avec en tête le groupe des journaux d'Axel Springer contre les intellectuels «*suspects*», tandis qu'une déclaration à la radio bavaroise du prix Nobel de littérature, mettant en garde contre les atteintes aux libertés en RFA, était censurée.

Dans le même temps, le gouvernement allemand organise des sondages. Selon l'un d'eux, une majorité de la population serait favorable au black-out imposé par les autorités à la presse, pour toutes les informations ayant trait à l'enlèvement de Schleyer, le patron des patrons ; autrement dit, la censure de fait, l'information soigneusement orientée répondraient aux besoins des lecteurs. C'est donc une vaste campagne d'intoxication qui est mise sur pied, centrée sur la question de l'information et de l'expression.

ONU : le «désarmement» selon Carter

Tandis que le représentant de Kurt Waldheim, à la conférence de Belgrade, évoquait la course aux armements avec des chiffres : les dépenses militaires des 35 pays représentés à Belgrade constituent 80 % de l'ensemble des budgets de guerre, et ils ont atteint en cinq ans 1 800 milliards de dollars (soit près de 900 000 milliards d'anciens francs !), Carter parlait à l'ONU.

Tout en affirmant que les Etats-Unis et l'URSS étaient «*en vue d'un accord significatif*» sur la limitation des armes stratégiques (négociations SALT), il a tenu des propos assez vagues, qui n'indiquent guère qu'une limitation des préparatifs de guerre des superpuissances soit envisagée.

«*Nous sommes prêts à réduire notre arsenal nucléaire de 10, 20 ou même 50 %*» a déclaré Carter, ajoutant «*Mon pays croit que le temps est venu de mettre fin à toutes les explosions d'engins nucléaires...*». En affirmant que les Etats-Unis riposteront, même si la première offensive est dirigée, non contre eux, mais contre leurs alliés, et en laissant entendre que cette riposte sera nucléaire même si l'adversaire n'utilise dans cette offensive que des armes conventionnelles, Carter affirme la volonté de l'impérialisme américain de faire face à l'URSS en Europe, et notamment aux avantages soviétiques au plan des forces conventionnelles sur le continent.

Il affirme en même temps la volonté de placer les partenaires européens sous le leadership américain, en faisant dépendre leur «*sécurité*» du «*parapluie*» nucléaire américain.

Inde : Indira Gandhi libérée sans condition

Mardi, l'ancien premier ministre indien a été libérée sans condition. Le tribunal devant lequel Indira Gandhi a comparu, a déclaré que le dossier soumis ne comportait pas de preuves pour maintenir l'accusée en prison. Pendant le jugement, des manifestants, partisans et adversaires de Mme Gandhi étaient attroupés autour du Palais de justice. D'autre part, 4 anciens ministres et deux industriels ont aussi été arrêtés le même jour, mais ont été remis en liberté sous caution. Les affaires de corruption dont sont accusés tous ces personnages sont liées au pétrole et aux finances de l'Etat.

Italie : après l'assassinat de Walter Rossi

LE PCI DANS L'EMBARRAS

PLUS DE 50 000 PERSONNES

Ils étaient des dizaines de milliers à Rome, plus de 50 000 en tout cas, à participer à l'enterrement du militant Walter Rossi, assassiné par les fascistes du MSI. Le rassemblement, d'une ampleur comparable aux grandes manifestations étudiantes des mois derniers, regroupait beaucoup de jeunes, et des travailleurs. A la fin de la manifestation, à Rome, quelques sièges du MSI ont été brûlés, tandis que des affrontements avec la police se déroulaient. La «*classe politique italienne*», a été manifestement surprise de l'importance des réactions populaires. Dans certaines villes, la Démocratie Chrétienne a appelé à des manifestations «*officielles*» avec le PCI. Les syndicats ont fait débrayer 1 h 30 pour permettre la participation aux manifestations.

LE RÉAJUSTEMENT TACTIQUE DU PCI

Mais le fait le plus significatif est le réajustement tactique opéré par le PCI. Alors qu'après l'assassinat, il renvoyait dos à dos fascistes et «*extrémistes de gauche*», l'UNITA d'hier, son organe central attaquait très violemment les fascistes et les autorités de police pour leur comportement, et tendait de se présenter comme unitaire avec les anti-fascistes.

Cependant, il évitait soigneusement de mettre de mettre en cause directement le gouvernement, et continue à ne pas réclamer la dissolution du MSI. C'est Craxi, secrétaire du Parti Socialiste Italien qui a demandé la dissolution du MSI. Il compte bien ainsi mettre en difficulté un PCI dont la crédibilité politique a été entamée ces derniers mois.

DES MOTS D'ORDRE CONTRE LE «COMPROMIS HISTORIQUE».

Dans les manifestations de ces derniers jours, le mot d'ordre unanime «*MSI hors la loi*», était souvent relayé par des slogans critiques par rapport au compromis historique : «*nous n'avons pas confiance dans l'Etat*», répondait aux thèses du PCI selon lesquelles l'Etat ferait justice, et qu'il fallait le laisser faire. On a entendu souvent aussi cette phrase : «*la lutte contre le fascisme, c'est nous qui la pratiquons, nous ne le déléguons à personne*». Plus nettement encore, contre le PCI qui a brillé par son absence tout au long de la campagne, les manifestants disaient : «*Où est le PCI ? Le PCI n'est pas là, il fraie avec la DC*». La campagne contre les fascistes va probablement se

continuer avec plus d'ampleur.

L'assassinat de Walter Rossi a avivé les difficultés du PCI : après les déboires de sa fédération de jeunes, le procès du Compromis historique au rassemblement de Bologne a trouvé un prolongement dans la manifestation de Rome. D'un autre côté, la Démocratie Chrétienne cherche à mouiller le plus possible le PC. On l'a vu récemment avec la nouvelle loi sur la retraite : la DC a décidé de diminuer le montant de la retraite pour tous les retraités qui feraient un travail, afin d'obtenir un salaire vital de complément.

Si le PC n'a rien dit, pratiquant toujours la politique «*abstentionniste*», néanmoins, les confédérations syndicales ont protesté. Sur ce thème également, la situation du PCI est délicate.

Correspondance

Pays Basque : des négociations pour l'autonomie

APRES LA CATALOGNE, QUELLE AUTONOMIE ?

Des négociations sont en cours pour l'élaboration d'un statut d'autonomie pour le Pays Basque. Y participent les 3 forces les plus importantes sur le plan parlementaire : le Parti Socialiste (PSOE), le PNV (Parti Nationaliste Basque) et l'UCD (Union du Centre Démocratique) de Suarez. Les négociations achoppent toujours sur le problème de la Navarre, que le gouvernement Central de Madrid refuse d'intégrer dans le Pays Basque.

Ces derniers mois ont montré que les 3 partis qui négocient sont bien loin de constituer toutes les forces vives du peuple Basque. C'est pourquoi, récemment à Pampelune, le PSOE et le PNV ont appelé à un rassemblement et à la signature d'un document pour appuyer leur politique de négociations. Cela ne va pas sans mal pour eux.

D'un côté, le Gouvernement Basque en exil souhaiterait être l'interlocuteur privilégié de Madrid comme cela s'est passé en Catalogne avec Taradellas.

UN PROJET D'AUTONOMIE TRANSITOIRE

Mais le PSOE et le PNV



Une manifestation pour l'amnistie à Pampelune le 11 juillet.

veulent traiter directement et ont élaboré un projet commun d'autonomie transitoire avec le soutien de l'Assemblée parlementaire basque. Ce projet, qui est appuyé par certaines organisations révolutionnaires irait plus loin que le statut catalan, et prévoit, outre un gouvernement pour les 4 provinces du Pays Basque, des compétences en matière d'ordre public, de justice et de finances.

LE PC PLUS A DROITE QUE LE PS

D'un autre côté, le PC, au nom du réalisme politique, accepte de laisser de

côté le problème de la Navarre, comme le souhaite Suarez, alors qu'historiquement, géographiquement et socialement, la Navarre fait partie du Pays Basque. Ces différents projets en présence se heurtent à l'hostilité résolue des partis patriotiques «*abertzale*» qui refusent toute négociation sous l'égide d'une assemblée parlementaire. En effet, pour eux, les élections qui se sont déroulées en juin dernier au Pays Basque, n'étaient pas des élections démocratiques. La revendication de l'amnistie, la dénonciation des

méthodes fascistes de la police restent des questions à l'ordre du jour dans les masses.

UN ORGANISME DE COORDINATION

Malgré ces divisions importantes, une grande manifestation unitaire à l'appel du PSOE, et du PNV doit avoir lieu le 7 octobre prochain à Bilbao. Une sorte d'organisme de coordination, regroupement informel de toutes les forces politiques, a d'ores et déjà commencé à fonctionner, et tente de définir autant les conditions de la négociation que le futur statut d'autonomie.

Toute la question est de savoir sur quelles bases se fera l'unité, et si les forces bourgeoises modérées obtiendront un aval pour leur politique de négociation. Le peuple basque a prouvé au cours de 40 ans la force de sa revendication nationale. Il a prouvé aussi qu'il était plus souvent aux côtés des organisations patriotiques qu'aux côtés des forces de compromis. Il ne se laissera pas déposer de son statut d'autonomie.

Hélène VARJAC

Interview de Natalia Gorbanevskaia, écrivain soviétique dissidente

«AUJOURD'HUI, DE TOUS LES COINS DE L'URSS, LES GENS EXIGENT LE RESPECT DE LEURS DROITS»

● Au moment où s'ouvre la conférence de Belgrade, nous avons voulu connaître le point de vue des dissidents soviétiques. A l'heure où la répression se renforce considérablement, quelle est la situation de l'opposition à l'intérieur de l'Union Soviétique ? A l'heure où il est acquis que Carter et les gouvernements européens mettront sous le boisseau l'examen de l'application des accords d'Helsinki concernant les droits de l'homme, quelle est l'opinion, quelles sont les perspectives de la dissidence ?

Natalia Gorbanevskaia, écrivain, a bien voulu répondre, en français, à nos questions.

Le 25 août 1968, elle manifestait sur la Place Rouge, avec six de ses camarades contre l'invasion soviétique en Tchécoslovaquie. Relâchée peu après, parce qu'elle avait un enfant en bas âge, elle envoyait immédiatement une lettre aux journaux occidentaux pour rompre le silence et écrivait un livre sur la manifestation et le procès des manifestants. Elle diffusait le Samizdat et en mai 1969, elle participait à la création du Groupe d'Initiative pour la défense des droits civiques en URSS. Arrêtée en décembre 69, elle était envoyée à la prison de Boutilka et ensuite à la prison psychiatrique de Kazan. Elle était relâchée en février 72 et quittait l'Union soviétique en décembre 75.

Propos recueillis par Joëlle FECLAZ

► Au moment où s'ouvre la Conférence de Belgrade, quelle est la situation de la dissidence en Union Soviétique ?

— Je voudrais tout d'abord attirer votre attention sur la grève de la faim des femmes de deux détenus politiques Guinzbourg et Orlov. Ces deux femmes très courageuses commencent leur grève de la faim le 4 octobre pour soutenir l'action de leurs maris pour la défense des droits de l'homme en Union Soviétique et l'action du Comité de surveillance de l'application des accords d'Helsinki. Cette grève est extrêmement importante, c'est la lutte pour le contrôle par les citoyens soviétiques eux-mêmes des Accords d'Helsinki. Concernant la question des droits de l'homme, pour nous, ces accords ont constitué un point nouveau par rapport aux autres conventions internationales, parce qu'ils incluaient un droit de contrôle et de surveillance. Dans notre pays, il n'y a pas de possibilité de contrôle véritable, nous connaissons bien notre système : la presse ment, les statistiques mentent. Pour les autorités soviétiques, ces accords sont uniquement utilisés pour la propagande à l'extérieur. Les citoyens soviétiques ont compris qu'ils devaient eux-mêmes exercer le contrôle. C'est la raison de la création des comités Helsinki à Moscou d'abord, puis en Ukraine, en Lituanie, en Georgie, en Arménie. Les autorités soviétiques ont très peur de ce contrôle démocratique, ils essayent par tous les moyens de stopper l'activité de ces groupes en arrêtant la plupart de leurs membres. Depuis 7 mois, onze

membres ont été arrêtés et en juin, dans une toute petite ville isolée, se tenait le procès de deux membres du comité ukrainien, Rondenko et Tikhy qui ont été condamnés à sept ans et dix ans de camp.

«Maintenant les gens perdent leur peur»

► Au moment où la répression s'accroît, quelle est l'audience de la dissidence ?

— La situation a beaucoup évolué. Avant quand quelqu'un était arrêté, tous les gens qui avaient des contacts avec cette personne ou sa famille avaient peur. Maintenant les gens perdent leur peur. Ils comprennent, même s'ils ne sont pas dissidents, pour des raisons humanitaires, la nécessité d'apporter de l'aide aux familles des détenus politiques. Et plus encore, j'ai vu récemment Ludmila Alexeieva qui est membre du groupe Helsinki. Elle m'a dit que des gens de tous les coins de l'Union Soviétique écrivaient au comité pour dénoncer la violation de telles ou telles conventions. Les gens commencent à connaître leurs droits, ils ne demandent pas mais exigent le respect de ces droits. Quand nous avons peur de parler, nous permettons aux autorités de violer nos droits, quand nous refusons la peur, nous prenons nos droits nous-mêmes, ça dépend plus des autorités.

La situation depuis les années 60 a changé aussi pour une autre raison. A cette époque, il y avait beaucoup de détenus politiques

et d'organisations clandestines. Vers les années 65, nous avons compris que cette clandestinité était confortable pour les autorités : la clandestinité limitait les forces contestataires, la mentalité des gens, les actions.

Quand nous avons commencé la lutte pour la défense des droits de l'homme, nous avons vu que la défense des droits de l'homme, c'est l'affaire de chacun. Pour beaucoup de gens, il est clair maintenant qu'on ne peut pas se défendre soi-même sans défendre les droits des autres, personne n'impose à l'autre ses propres points de vue, ses propres sympathies idéologiques.

► La nature de la répression a-t-elle changé ?

— Si les comités actuels avaient été organisés dans les années 60, les autorités auraient fait le procès d'une organisation «anti soviétique», «subversive» etc... Aujourd'hui les autorités arrêtent les gens séparément et font des procès séparément. Les autorités ne les arrêtent pas parce qu'ils surveillent les Accords d'Helsinki, mais pour activités anti soviétique, en prenant des articles de loi différents. Les ukrainiens pour propagande et agitation anti soviétique, Chtcharanski pour haute trahison, bien qu'il soit membre du comité Helsinki. Ils ont osé accuser l'accadémicien Iouri Orlov de «calomnie anti soviétique» mais cette accusation entraîne une peine moins forte que l'accusation de «propagande anti soviétique». Ils font des différences, ils sont obligés d'écouter ce que dit

l'Occident, ils sont obligés de prendre en compte l'opinion publique de leur pays, bien qu'ils s'en défendent.

La répression n'est pas à strictement parler plus forte, elle est plus démonstrative. Onze membres du groupe Helsinki arrêtés en 7 mois et un douzième Gelesnyi Girov qui est sympathisant de ce groupe. Ils s'attaquent aux personnes les plus connues, ceux qui sont les représentants du large mouvement qui se fait jour, ceux auxquels les simples citoyens écrivent. Ils veulent réinstaller la peur : «vous n'aurez plus personne auprès de qui vous plaindrez et qui vous représentera».

Ouvriers en grève arrêtés pour «calomnies anti-soviétiques»

► La répression s'étend largement dans la classe ouvrière.

— En ce moment je ne sais pas. Le dernier cas que je connaisse remonte en 76. Les ouvriers du port de Riga avaient été arrêtés pour calomnie anti soviétique parce qu'ils voulaient organiser une grève. Il n'y a ni permission, ni interdiction de la grève, mais quand il y a grève, chez nous, les autorités arrêtent pour propagande anti soviétique, désordre massif, violation de l'ordre public... Et nous en avons connaissance beaucoup plus tard. Quand ces personnes sont arrêtées pour calomnies anti

soviétiques ou violation de l'ordre public, elles sont détenues au camp des droits communs. C'est seulement après leur libération, que l'opinion publique exacte de leur détention.

Ils diront : «Vous irez au mur, vous serez fusillés»

► Que pensez-vous de la nouvelle constitution de l'URSS qui sera précisément adoptée le 4 octobre ?

— Elle est terrible. Pour la première fois, le pouvoir du parti est ouvertement affirmé. Et il y a un article que les observateurs occidentaux n'ont pas souligné. Celui qui accuse de trahison ceux qui auront transgressé l'autorité de l'Etat soviétique et qui encourront alors la peine de mort. Jusqu'à maintenant, le moyen de chantage, c'était la prison psychiatrique : «vous ne voulez pas parler, vous êtes un fou, vous aller passer à l'expertise». Après le congrès d'Honolulu, pour les gens les plus connus, la répression psychiatrique est finie. Depuis cette date et avec la nouvelle constitution, ils diront : «Vous irez au mur, vous serez fusillés». Les autorités soviétiques ont fait un premier essai avec l'accusation de haute trahison portée contre Chtcharanski. Elles jaugent l'Occident, si l'Occident est calme, il y aura beaucoup d'accusations de haute trahison.

(à suivre)



Natalia Gorbanevskaia aux côtés de Pliutch lors d'une conférence.

Plan anglo-américain pour le Zimbabwe

RECUIS ET GRANDES MANOEUVRES

Alors que la question du Zimbabwe sera probablement l'un des points les plus importants des débats à l'ONU, les impérialistes occidentaux accentuent leurs pressions en Afrique pour imposer leur plan de règlement. Significatif de ces pressions : le fait que Smith, chef du gouvernement raciste de Rhodésie, ait tenu à rencontrer secrètement le président de la Zambie.

Cette entrevue avait été organisée par les dirigeants de l'entreprise anglaise Lonrho qui possède d'importants intérêts en Rhodésie, mais est également présente en Zambie. Alors

d'incontestables reculs par rapport au plan qu'Ivor Richard avait présenté l'année dernière pour la conférence de Genève. Il s'agissait alors de mettre sur pied un gouvernement



que la Zambie est soumise constamment aux menaces et aux agressions du régime de Salisbury, il s'agissait d'obtenir des concessions de son gouvernement et tenter de détacher ce pays du front des pays de première ligne. Le gouvernement zambien a déclaré qu'il n'était rien sorti de concret de l'entrevue.

UN PLAN TRÈS AMBIGU

Les pays de la région et le Front Patriotique du Zimbabwe doivent actuellement faire face à une situation délicate : il s'agit de prendre position face au plan anglo-américain proposé le mois dernier et qui sera discuté à l'ONU. Dans un premier temps, le Front a rejeté ce plan parce qu'il ne prévoit pas expressément le démantèlement de l'armée raciste. Les pays de première ligne quant à eux, ont jugé qu'il pouvait constituer une base de discussion. Lundi, les deux dirigeants du Front Patriotique doivent se rencontrer à Lusaka en Zambie pour préciser leurs positions.

Robert Mugabe, co-président du Front Patriotique du Zimbabwe, aurait déclaré en réponse au plan anglo-américain dans une interview que le Front Patriotique n'appliquerait pas de cessez-le-feu avant que Ian Smith ne démissionne de son poste de premier ministre. Il aurait aussi déclaré que ce projet de règlement est insuffisant pour un cessez-le-feu, et qu'il donne un pouvoir dictatorial absolu au président britannique.

Le nouveau plan anglo-américain, élaboré après les tournées de Vance et Owen en Afrique marque

composé en partie de ministres racistes. Smith exigeait des «garanties» pour les colons et voulait contrôler les ministères de la police et de l'armée. De plus, la Grande Bretagne ne voulait pas prendre la responsabilité du processus de transfert du pouvoir à la majorité noire.

Aujourd'hui, le plan anglo-américain prévoit explicitement la fin du régime illégal, une période intérimaire de six mois où un commissaire résident britannique exercerait le pouvoir, et la présence de forces des Nations Unies.

UN SAVANT DOSAGE

Néanmoins, bien des points restent flous ou bien excessivement complexes. Les pouvoirs intérimaires sont énormes : il a à la fois le pouvoir exécutif et législatif et le commandement en chef des forces armées. Selon le plan, l'armée sera «surtout constituée par des éléments

des forces de libération» mais aussi «des éléments acceptables des forces de défense rhodésiennes». Toutefois, on déclare dans un autre chapitre que c'est la police qui doit avoir l'exclusivité du «maintien de l'ordre» pendant la période intérimaire de six mois et que les responsables de la justice seraient choisis par le commissaire résident parmi les magistrats du régime raciste.

Le chapitre concernant le «fonds de développement» du Zimbabwe montre bien les intentions des impérialismes occidentaux : «son action devrait encourager les courants de capitaux privés en particulier dans les industries extractives, de transformation et manufacturières». L'idée est toujours présente de mettre sur pied un gouvernement africain en dehors du Front Patriotique, afin de créer un régime qui préserverait l'essentiel des intérêts impérialistes au Zimbabwe.

DES FACTEURS FAVORABLES

Cependant, tout en dénonçant les pièges de ce plan, il n'est pas exclu que les patriotes du Zimbabwe négocient sur cette base en faisant jouer les nombreux facteurs favorables à leur lutte dans la situation actuelle : l'isolement du régime raciste est extrême, la question est débattue à l'ONU et les impérialismes occidentaux sont pressés d'aboutir pour éviter une intervention accrue de l'URSS. En continuant plus que jamais la lutte armée, ils peuvent espérer dans le cadre de leur lutte sur le terrain diplomatique, se servir du plan proposé pour les discussions, en vue d'acculer les impérialistes à de nouvelles concessions ou de dénoncer leurs manœuvres.

J.P. CHAMPAGNY

Prétoria contre les Métis

Le régime de Vorster vient de refuser d'organiser des élections parmi les deux millions et demi de Métis, élections par lesquelles ils se seraient prononcés sur le projet de nouvelle «constitution» du pays.

Le projet de constitution de Prétoria, rappelons-le, qui n'envisage aucune représentation parlementaire de la majorité noire d'Afrique du Sud, prévoit la création de trois Parlements (un blanc, un métis et un indien) et l'élection d'un président disposant d'importants pouvoirs exécutifs.

Les Métis sont hostiles à ce projet qui divise la population face au régime raciste et n'octroie qu'une «représentation parlementaire» à une fraction de la population, en somme un vernis pour la politique d'apartheid. C'est au nom de la lutte contre cette politique qui ignore délibérément l'existence de dix-huit millions d'Africains qu'un jeune vient encore de tomber sous les balles racistes, dans le centre de Queenstown.

«Informatique et libertés» : Parlement vide

Gauche et droite : D'ACCORD POUR LES FICHIERS

Entamé devant une salle quasiment vide (50 députés), le débat sur la loi «Informatique et Libertés» s'est allongé du fait du nombre d'amendements déposés par l'opposition. Ceux-ci ne feront que retarder l'adoption d'une loi qu'ils ne touchent pas quant à son fond. Sans entrer dans le détail, les amendements portent principalement sur la composition de la commission chargée de veiller à l'utilisation des fichiers. L'opposition lui reproche d'être nommée par le gouvernement. Mais qu'y changerait-elle, alors qu'elle avait appelé de ses vœux une loi genre «anti-casseurs» ? Les autres divergences portent sur la distinction entre fichier privé et public, la possibilité d'accès au fichier médical pour les malades (point sur lequel se rejoignent PCF et gouvernement) et les délais de mise en œuvre de la loi.

LE MONDE : «UN LOCAL !»

«La loi du siècle ?» interroge Philippe Boucher dans «Le Monde». Il avait été l'un des premiers à dénoncer le projet Safari. L'avocat estime que le texte de loi est «fondamental», mais que le travail législatif à faire est encore «immense». Se plaçant délibérément dans l'optique de la commission de contrôle, prévue par la loi, il ajoute qu'«il importe que la commission dispose d'un certain train de vie et d'abord d'un immeuble qui lui soit propre et non de quelques locaux biscornus chichement concédés dans un ministère, puisque la commission ne doit dépendre d'aucun.»

LE FIGARO : «LES FRANÇAIS PROTÉGÉS»

«les Français protégés contre les abus», titre sans vergogne «Le Figaro» en donnant la parole à la «Une» à Peyrefitte. Le ministre reste général : «Les progrès de l'informatique posent des problè-

Si le PS s'est distingué par le nombre de ses amendements, dont certains ont d'ailleurs été adoptés, ni le PC ni le PS ne remettent en cause l'existence des grands fichiers centralisés et la possibilité de leur connexion. Un exemple : le fichier Safari qui, grâce au numéro national d'identification (le numéro INSEE), peut unifier tous les fichiers centralisés (légaux ou non), n'est remis en cause par personne.

Au moment du vote, l'opposition votera probablement contre, bien que le PS n'en ait pas fait une position de principe. Mais les débats auront eu le mérite de montrer qu'en ce domaine aussi, le fossé qui sépare la «gauche» de la droite n'est pas si grand qu'on veut bien le dire.

mes difficiles. L'existence d'une commission, qui comprendra parmi ses membres des magistrats, permettra d'aborder les questions qui se posent avec toute la sérénité voulue, dans le cadre d'une discussion ouverte».

L'HUMANITÉ : «ASPECTS POSITIFS»

«L'Humanité» qui ne mentionne même pas à sa «Une» la discussion parlementaire, se contente de reproduire les interventions des députés du PCF. Conclusion : «La majorité n'en a pas déposé officiellement (des amendements), mais officieusement, trois amendements de M. Gerbet restreignent considérablement les aspects positifs qui avaient été introduits dans le texte du gouvernement.»

LE MATIN : «L'OPPOSITION DANS LA COMMISSION !»

L'éditorialiste du «Matin» soulignait lundi que le texte du projet de loi ne

conjurait pas le grave danger des fichiers centralisés gérés par ordinateur. Cette objection se résumait ainsi : «le texte renforce le pouvoir de l'exécutif, de l'administration, aux dépens du pouvoir législatif et des élus locaux». Le compte-rendu des premiers débats en vient à un point de vue plus franc : «La commission chargée de veiller à la protection (des individus) n'apparaît pas démocratique à l'opposition».

LIBÉRATION : «LES ORDINATEURS SONT MALADES»

Soulignant certains problèmes délicats posés par l'utilisation des gros ordinateurs, «Libération» en conclut allégrement qu'«il sera difficile de trouver des dinosaures électroniques à des fins de contrôle social» et conclut : «La seule menace réelle pour les libertés reste encore celle des fiches.»

Ainsi du «Figaro» à «l'Humanité», en passant par «Le Monde», malgré les nuances, les positions sont les mêmes : l'utilisation policière de l'ordinateur par l'État bourgeois ne saurait être remise en cause, en définitive. Les nuances portent principalement sur : qui pourra s'en servir ? La droite trouve très bien de se les réserver, les partis de gauche voudraient, dès maintenant, y avoir accès.

On peut être sûr qu'en cas d'un gouvernement de gauche, les ordinateurs du Ministère de l'Intérieur continueront à fonctionner.

L'odieuse histoire du refus d'une permission

Un appelé, qui préfère, pour des raisons facilement compréhensibles, garder l'anonymat nous a transmis le fait suivant. Il y a trois semaines un appelé de sa caserne recevait un télégramme lui annonçant que son père venait de décéder. Cela se passe un vendredi après-midi. L'appelé demande à ce qu'on le laisse partir de suite. Refus des gradés de service. Il faut attendre samedi midi et partir avec le car des permissionnaires. La nuit suivante, l'appelé ne put fermer l'œil, en raison de son chagrin. Le lendemain il s'endort dans le train et manque sa gare. Il saute du train alors que celui-ci repartait déjà. Il est happé par un autre train et tué sur le coup !

PROGRAMME TÉLÉ

Mercredi 5 Octobre

TF 1

19 h 00 - Recherche dans l'intérêt des familles
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Une minute pour les femmes
 19 h 45 - Eh bien raconte
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Inutile envoyer photo
 22 h 05 - Indications
 23 h 05 - Journal

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - Ouvrez l'œil
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Le nucléaire
 21 h 35 - L'aigle et le vautour
 22 h 25 - La parole à 18 ans
 22 h 55 - Journal

FR 3

19 h 05 - Télévision régionale
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Tribune libre
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - Au bout du printemps
 22 h 00 - Journal

Jeudi 6 Octobre

TF 1

19 h 00 - Recherche dans l'intérêt des familles
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Une minute pour les femmes
 19 h 45 - Eh bien raconte
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Cinq à sec
 21 h 25 - L'évènement
 22 h 30 - Allons au cinéma
 23 h 00 - Journal

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - Les formations politiques
 20 h 00 - Journal
 20 h 35 - Lorenzacio
 22 h 25 - Journal
 22 h 45 - Lorenzacio (suite)

FR 3

19 h 05 - Télévision régionale
 19 h 40 - Tribune libre
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - C'est dur pour tout le monde
 21 h 55 - Journal

ESPACE

4 octobre 1957

IL Y A VINGT ANS,
SPOUTNIKLES FUSÉES
DE KOROLEV

En effet, la fusée lanceur, masse importante de 300 tonnes, permettait de satelliser en orbite terrestre une masse de 5 tonnes. Alors que les USA, à la même époque, n'envisageaient pour les applications civiles que des masses de quelques kilogrammes. Cette fusée, due à l'ingénieur soviétique Korolev, fut une telle réussite qu'elle sert toujours de nos jours, dans une version améliorée.

L'avance soviétique concrétisée par ces lancements se limitait en fait au domaine des fusées lourdes. Kroutchev devait s'en servir comme d'un argument pour suggérer les possibilités de son pays dans le domaine des missiles stratégiques intercontinentaux. Une certaine part de bluff entourait cette argumentation : en fait, l'URSS ne disposait que de quelques missiles intercontinentaux en 1960. Et du point de vue du programme spatial, qui ne fut véritablement conçu qu'après la mise sur orbite du vaisseau emmenant Youri Gagarine, tout restait à faire.

Aux États-Unis, malgré le désintérêt que semblait porter Eisenhower à un programme spatial, les pre-

●Bip, Bip, Bip... Il y a vingt ans, une sphère de métal emportant avec elle un petit émetteur, lançait la course à l'espace. L'Union soviétique, à la surprise générale avait lancé et mis sur orbite le premier satellite artificiel de la terre. Aujourd'hui, on peut affirmer que le succès de cette expérience, suivie rapidement du lancer d'un vaisseau habité par un chien, puis d'une sonde lunaire, puis d'un vaisseau habité, n'était pas le signe d'une avancée technologique très importante, mais d'un choix judicieux dans la construction de fusées, lié de près à la nécessité de s'opposer à l'arrogance de l'impérialisme US.

miers succès soviétiques eurent pour principale conséquence des investissements énormes dans un programme spatial de prestige, qui devait aboutir au débarquement sur la lune.

LA COURSE
À LA DOMINATION

Du même coup, la

«course aux satellites» engagée par les deux pays changeait de nature. Course de prestige, bien sûr, mais surtout course à la domination mondiale : la possibilité de satellite sur orbite rapprochée permettrait une observation au sol inimaginable auparavant. Par exemple, les appareils photos embarqués sur les satellites distinguent des

détails de l'ordre d'une dizaine de centimètres. Les photos infrarouges permettent de déceler des gisements de minerai ignorés par les observations au sol. Les satellites géostationnaires, qui présentent la particularité de tourner autour de la terre avec une vitesse de rotation égale à celle de la terre, et donc de rester apparemment immobiles, ont donné un essor énorme aux télécommunications, à la météorologie, et aux observations permanentes d'une région. Et enfin, plus récemment, les satellites se voient attribuer une fonction militaire directement offensive : satellites «mangeurs de satellites» des États-Unis, satellites porteurs du «canon à protons» qu'auraient mis au point les Soviétiques pour neutraliser des missiles ennemis, et éventuellement pour intervenir au sol.

Le 4 octobre 1957 restera une date importante dans l'histoire de l'humanité. Non pas, comme certains le disaient à l'époque, que l'espace soit un nouveau domaine ouvert à l'homme (dans la perspective colonisatrice de la découverte de l'Amérique). Mais parce que l'utilisation de l'espace proche de la terre peut encore beaucoup apporter pour la connaissance de la planète, et de la matière.

Eric BRÉHAT

La NASA
à la portion congrue

La NASA abandonne pour l'instant tout programme lunaire. Les raisons avancées sont d'ordre économiques. Effectivement, depuis la réussite du débarquement sur la Lune, la NASA a vu ses crédits considérablement diminués. L'opération de prestige à laquelle Kennedy avait associé son nom était réalisée, et, d'autre part, la crise oblige la NASA à restreindre toute dépense «improductive». Une autre raison peut être mise en avant : indépendamment de l'aspect prestige, les missions lunaires ont aussi ramené beaucoup de données scientifiques. Et la NASA ne dispose même pas d'assez de personnel pour les traiter, en particulier au niveau informatique.

Au même moment, aux USA comme en France, l'informatique est de plus en plus utilisée pour le contrôle des travailleurs.

Elise
ou
la vraie vie

Claire Etcherelli

Collection «Lettres Nouvelles»
copyright Édition Denoël85^e épisode

Il me montra, dans une vitrine, une chemise blanche, filetée, soyeuse, chère.

— Cette chemise, il me la faut.

— Mais, Arezki, elle coûte presque une semaine de travail.

— Tant pis... Je l'achèterai à la prochaine paye.

— Il y en a de belles ailleurs et tellement moins coûteuses.

— Ce n'est pas la même chose. Regarde-la bien. Une chemise comme ça, dis-moi si on l'imagine sur le dos d'un Algérien.

Il s'obstinait, et je lui fis remarquer.

— Ça n'est pas, en tout cas, la chemise d'un révolutionnaire.

— Certainement pas.

Il la regarda rêveusement pendant quelques secondes encore et me dit : « Viens. »

— Si je pouvais t'expliquer ça avec des mots pour me faire comprendre.

Nous traversions entre les voitures et je ne répondis rien. Sur le trottoir, il s'immobilisa et regarda sa montre.

— Nous n'aurons pas le temps de boire quelque chose.

— Eh bien, dis-je, résignée, ce sera pour demain.

— Après-demain. Aie, aie, murmura-t-il très vite, quitte-moi, marche devant.

J'eus un mouvement d'hésitation. Il s'arrêta, répéta : « file » entre ses dents. Nous arrivions à l'angle d'une rue où stationnaient plusieurs cars de police. Nous ne pouvions faire demi-tour. J'obéis. Arezki fit un pas vers la gauche pour s'écarter de moi et à ce moment fut interpellé.

Je traversai mécaniquement. Quand je me retournai, je ne le vis plus. Je ne voulais pas m'en aller sans savoir. Les flics, disposés en file dans la rue descendante, happaient ceux qui passaient, Arabes ou à faciès arabe. La vie nocturne continuait sur le boulevard et les étudiants vrais ou faux se promenaient ou discutaient.

Il fallait partir. Je n'avais aucune chance d'apercevoir Arezki. Il devait être à l'intérieur d'un des gros cars, et je ne pouvais qu'attirer l'attention en restant collée, immobile, contre une vitrine.

Arezki ne vint pas travailler le lendemain

matin. Je contrôlai courageusement les voitures. Des yeux m'observaient et suivaient mes gestes. Je guettaï Lucien à midi, j'avais pris la décision de tout lui dire. Il ne se montra pas et je ne voulus pas aller jusqu'à la cantine pour le relancer.

À deux heures, quand le travail reprit, Arezki était là. Son regard me dit : « Oui, c'est moi. Patience. » J'étais si heureuse que je me contentai de ce message.

Arezki et Mustapha se disputaient. Arezki parlait à voix basse, et, sans comprendre sa langue, je devinaï qu'il était violemment en colère. Bernier parut dans l'encadrement de la lunette arrière.

— Rezki, appela-t-il.

Celui-ci se retourna.

— Pourquoi tu n'as pas travaillé ce matin ?

— J'étais malade, dit Arezki.

— Encore ?

Il entra dans la voiture, s'accroupit, et dit en examinant le plafond :

— Si tu n'étais pas venu cet après-midi, j'allais charger mademoiselle, là, d'aller chercher de tes nouvelles.

Arezki posa son outil.

— Pourquoi mademoiselle ? demanda-t-il à Bernier.

Il le fixait de ses yeux en colère ; l'autre recula et descendit. Arezki descendit aussi.

Mustapha quitta la voiture et vint se placer derrière Arezki. Pendant quelques secondes, tous les trois s'observèrent, puis deux ouvriers passèrent entre eux pour gagner la voiture qui arrivait, et Bernier s'en retourna vers son pupitre.

à suivre

LA CHINE

A L'HEURE DU XI^e CONGRES

Reportage réalisé
par la délégation
du *Quotidien du Peuple*
en Chine



SHANGHAI A l'usine N° 5 de teinturerie et d'impression (1)

DES ANNEES DE LUTTE CONTRE LES QUATRE

● La lutte contre les Quatre a revêtu, dans cette usine de Shanghai des formes âpres et complexes. Mais avec cette caractéristique significative : jamais la ligne des Quatre n'est parvenue, ici, malgré des assauts et des menaces répétés, à son objectif essentiel : prendre le pouvoir au sein du Comité du Parti de l'usine. Quand ils se remémorèrent cette période, les responsables de l'usine que nous avons rencontrés manifestent un sentiment de libération, de satisfaction d'avoir enfin pu clarifier et régler, pour l'essentiel, des contradictions, au sein du Parti et au sein des masses, qui, tout en prenant des formes aiguës, n'avaient pu, durant des années, être mises complètement à jour et ont lourdement pesé sur l'ensemble des aspects de la vie des travailleurs de l'usine.

Le principal représentant des Quatre dans l'usine, était un certain Hou Kai-min. Tout au début de la Révolution Culturelle il avait su se mettre en avant en tant que rebelle révolutionnaire. Mais il n'avait pas pour autant changé son comportement dans l'usine : à la fois un mépris affiché pour les exigences de qualité et de régularité dans le travail et une attitude tendant à diviser les ouvriers entre eux à former des clans. De ce fait, il était, dans l'ensemble mal vu des ouvriers.

Mais il reçut rapidement l'appui de l'organisation syndicale de Shanghai passée aux mains de Wang Hong-wen et de ses partisans, notamment le syndicat du textile. En 1970, après toute une série de pressions et de manœuvres, l'un des 3 secrétaires du Comité du Parti de Shanghai le proposa et réussit à l'imposer, par en haut, à la tête du syndicat de l'usine. Cela faisait partie de la tactique d'ensemble des Quatre : dénaturer les syndicats et les transformer en des organisations s'opposant au Parti et visant à renverser sa direction, à différents échelons.

Les attaques contre le Comité du Parti convergeaient ainsi, de l'intérieur et de l'extérieur : à deux reprises, le bureau administratif de l'industrie textile de Shanghai, également aux mains de Wang Hong-wen, envoya dans l'usine des groupes « d'enquête ».

A chaque fois ils répandaient l'idée que pour faire la révolution, il fallait balayer, abattre le Comité du Parti, et le Comité Révolutionnaire, de l'usine, constitués, selon eux de responsables engagés dans la voie capitaliste. Chacun avait droit à une étiquette : les vieux cadres ? automatiquement, des responsables engagés dans la voie capitaliste ; le groupe d'organisateur du Parti ? Un groupe chargé de restaurer le capitalisme ; le groupe de propagande ? Des vantards ; le groupe de sécurité ? Un groupe de répression puisqu'il prenait des mesures et veillait au respect des règlements ; le groupe de production ? Des tenants de la théorie révisionniste des forces productives, puisqu'il s'attachait à promouvoir la production.

Ces attaques s'accompagnaient de manœuvres très démagogiques vis-à-vis des travailleurs. Par exemple, lors de l'une de ces visites « d'inspection », un représentant des Quatre, prit un échantillon de tissu destiné à l'exportation, le brandit et de-

manda aux ouvriers : « Est-ce que ces motifs vous plaisent ? ». Et comme les ouvriers répondaient que ça ne correspondait pas à leurs goûts, il rétorqua immédiatement : « Alors, pourquoi le produisez-vous ? Il faut vous rebeller ! ». Et cela, pour tenter de les persuader qu'ils devraient imprimer uniquement des motifs révolutionnaires : des scènes du « Fanal Rouge » ou des autres opéras modèles, ou bien encore la presse de 12 000 tonnes réalisée avec succès à Shanghai.

Il faut dire que là, la manœuvre échoua. Beaucoup d'ouvriers se mirent à franchement plaisanter, en disant : « On ne va tout de même pas obliger les clients étrangers à se coller sur le dos la presse de 12 000 tonnes ! ».

Sous leur déguisement révolutionnaire, ces absurdités visaient tout simplement à compromettre toute possibilité d'exporter. Alors que Chou En-lai, en tant que premier ministre, avait nettement défini les principes à suivre : « Nous ne voulons pas imposer notre volonté à autrui, mais imprimer ce qui est au goût des pays vers qui nous exportons, en excluant seulement tout ce qui aurait un contenu réactionnaire ».

Mais les manœuvres démagogiques les plus graves visaient, elles, à diviser les ouvriers, à susciter des affrontements.



Une usine de textile de Shanghai

L'usine de teinturerie et d'impression N° 5 de Shanghai a plus de 40 ans : elle appartenait, avant la Libération à un membre du Kouomintang et comptait 200 ouvriers et employés. Aujourd'hui, ils sont 1 300.

L'usine produit, avant tout pour l'exportation, des tissus imprimés, de coton et aussi synthétiques. Les motifs sont conçus à l'usine même et adaptés aux goûts et aux demandes des acheteurs étrangers. Les tissus ainsi exportés contribuent à équilibrer les échanges de la Chine avec plus de 60 pays étrangers.

Au cours d'une année, l'usine imprime 1 800 motifs différents. Selon des responsables de l'usine qui nous reçoivent, l'usine est de conception ancienne. Il a fallu trouver le moyen d'accroître la surface de production en construisant des étages.

Dans le cours de la Révolution Culturelle, l'usine a développé largement ses capacités de production : en appliquant la directive de Mao « compter sur ses propres forces », les ouvriers ont conçu et fabriqué eux-mêmes de nouveaux équipements, tout en améliorant constamment les anciens. Aujourd'hui existe un atelier pour la construction et l'entretien des machines.

Dans le travail de conception est mise en œuvre la triple union ouvriers-techniciens-cadres. L'influence et les incidences de la ligne des Quatre on eu notamment pour effet, nous dit-on, de maintenir les retards technologiques, donc de les aggraver et de compromettre le développement de la production.

L'usine est en transformation : inséré dans le corps des bâtiments, un nouvel atelier, vaste, avec des machines nouvelles est en train d'être aménagé et doit bientôt entrer en activité. Et l'ouvrier qui en était chargé était particulièrement fier de nous montrer les installations modernes qui permettent, par commandes automatiques, une grande souplesse dans la manipulation et la combinaison photographiques des motifs. Ces installations ont été conçues et mises au point par les travailleurs de l'usine.

Dans les ateliers, sur affiches ou calicots, les mots d'ordre : « Comptons sur nos propres forces » « mettre en œuvre les bonnes traditions et travailler d'un même cœur dans l'unité » « Célébrons le XI^e Congrès » « Prenons exemple sur T'aking ». On comprendrait mal tout ce qu'ils représentent, si on ne les rapportait pas à l'histoire de l'âpre lutte qui s'est menée, dans cette usine, contre la ligne des Quatre et leurs partisans.

DEMAIN
A l'usine N° 5 (Suite)

« Si des gens comme ça entraînent au Parti,
il changerait de nature »